L'unité

N° 5 - 2F50 Hebdomadaire socialiste 25 février 1972



USINES A CONSOMMER

P.s. : Le grand débat / Ce qui intrigue Nixon / Jésus avec Marx / Le cinéma militant / 30 millions de sous-hommes

© Fondation Jean Jaurès

Sommaire

3
Majorité :
De Gaulle à la rescousse.

4
La spéculation ne... s'impose pas.
Grèves :
La dernière victime de James Bond.

5
Editorial :
Ce que disent les sondages.

6
A contre-pied.

7
Programme socialiste :
Le grand débat des sections.

9
Chine :
Ce qui intrigue Nixon.

10
Pologne : Comment cela a été possible.

11
Tchécoslovaquie :
« Nouvelles graves de Prague »

12
Commerce : Les usines à consommation.
Lyon : Petit commerce et grande politique.

14
Enseignants :
Guichard fait dans le flou.

15
Humeur : Le terrorisme verbal, par Henri-François Rey.

16
Cinéma : « Coup pour coup », ou le film militant.

17
Le livre de la semaine :
Jésus avec Marx.

18
Théâtre : Une arme politique : le rire.

19
Télévision : Du grand écran au petit
Au risque de vous plaire.

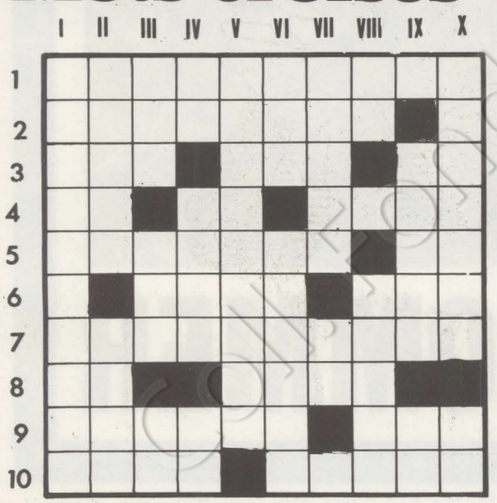
20
Document
Afrique : 30 millions de sous-hommes.

23
Dialogue avec nos lecteurs.

24
Ma part de vérité : Un moine solitaire, par François Mitterrand.

PHOTOS
Colin (carte page 20) ; J.-P. Coureuil (dessins pages 15, 19) ; Dalmas (page 22) ; Gamma (pages 10, 20, 21) ; A. Perlstein (pages 1, 4, 12, 13, 17) ; Jules Sullivan (dessin page 3) ; U.P.I. (pages 9, 22).

Mots croisés



Problème n° 5

HORIZONTALEMENT

1 - Quand elle porte la culotte, d'oppressive elle devient oppressée. 2. - Mangeons, comme des veaux que nous sommes. 3 - Ne nourrit pas son homme. Vaut trois-quarts d'once. Ses pièces ont toujours beaucoup de succès. 4 - Sort de la bouche des enfants. Aux bouts des quais. Il crache, mais ne jure pas. 5 - Garnie pour la décoration ou pour la sécurité. Initiales informatives et socialistes. 6 - Existe. Se boit dans l'île d'à-côté. 7 - Bon marché, elles sont rares ; mais rares, elles sont plutôt chères. 8 - Va, chez les Yankees. Ce n'est pas un mauvais traitement. 9 - Pas hurlée, mais presque. Quand il est noble, gardez vos gants ! 10 - Pas facile pour taper une petite belote. Si ce n'est toi, c'est donc ton frère !

VERTICALEMENT

1 - René Pleven pourrait bien les utiliser pour mettre quelqu'un à l'ombre. 2 - Plutôt massif chez les Russes. En général, n'a lieu qu'une fois dans une vie, mais on en parle souvent au pluriel. 3 - Arrose la Suède. Rien à faire pour bénéficier du statut d'objecteur. Coule de source. 4 - Maurice Couve de Murville l'a peut-être fait, mais alors ça n'est plus qu'un bon souvenir. Une question pas forcément indiscrète. C'est quelquefois un bon sujet. 5 - Pas de problème il sait tout et il y croit ! 6 - C'était certainement le Chevalier à la rose ! Il n'y a pas de fumée sans feu, mais avec elles vous n'étoufferez pas les scandales. 7 - C'est parfois un faux frère. Se suivent en riant. 8 - Chef-lieu de canton. Le monde, il en avait plein le dos ! 9 - Cousin du saumon. Morceaux de roi. 10 - Comme les contribuables, ils sont passés au pressoir. Il faut vous faire un dessin ?

SOLUTION DU PROBLEME DU N° 4

HORIZONTALEMENT : 1. Détentions. - 2. Ruinées. Et. - 3. Ader. Ame. - 4. Menotte. On. - 5. As. Urate. - 6. Placides. - 7. Sécurité. - 8. Spirale. - 9. Eu. Aie. - 10. Régisseurs.

VERTICALEMENT : 1. Dramatiser. - 2. Eudes. Pue. - 3. Tien. Psi. - 4. Enroulerai. - 5. Né. Traçais. - 6. Tentacules. - 7. Is. Etire. - 8. EDI. Eu. - 9. Nemo. Eté. - 10. Sténose. Os.

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc (Paris 9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris 10e) Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Serge Richard (rédacteur en chef) Claude Fuzier, Guy Perrimond, Jean-Marie Borzeix, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Gisèle Charzat, Henri-P. Marc, Daniel Mitrani, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet ; André Perlstein (photos).

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE

Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Relations extérieures : J.A. Niel
Publicité : J.C. Charlet
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2 000.

Collection Jean-Jaurès

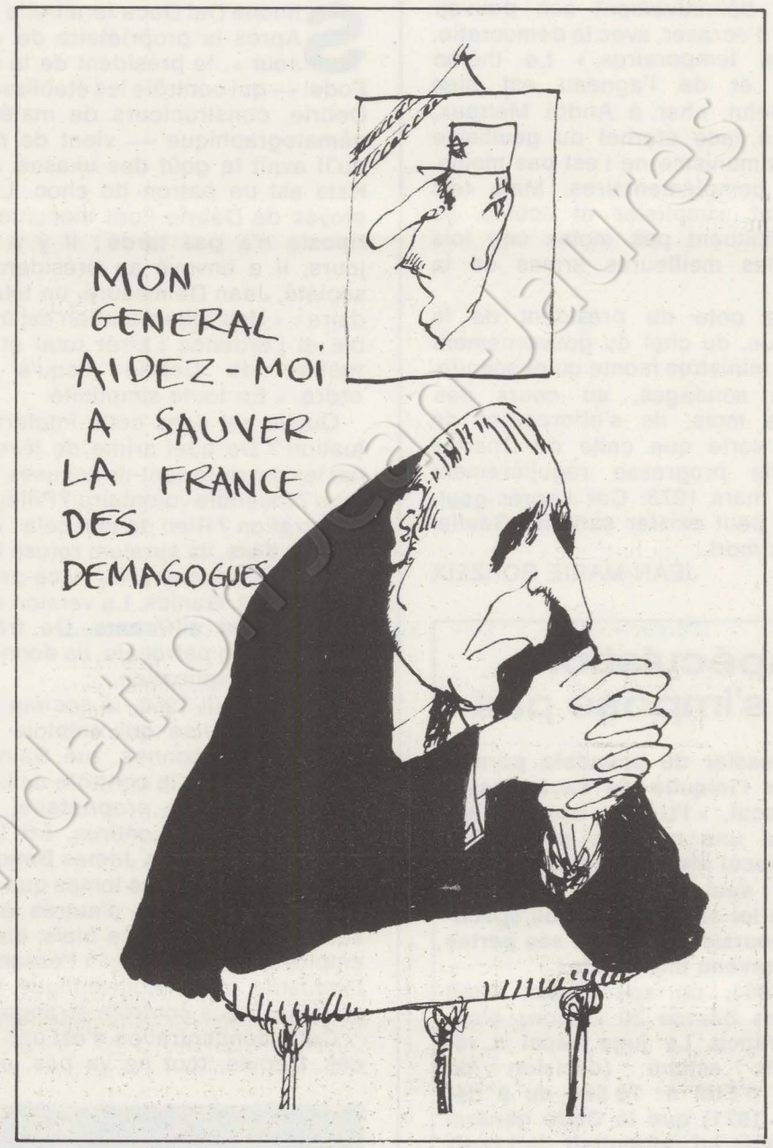
De Gaulle à la rescousse

Evocation rituelle pour la majorité, depuis l'arrivée au pouvoir de Georges Pompidou, le gaullisme est en train de redevenir la principale arme politique du régime. A la renaissance du vocabulaire et de la mythologie qui lui sont liés, se mesurent les premiers pas de la campagne électorale déjà ouverte par ceux-là même qui prétendent n'en avoir cure.

Lors des journées des jeunes gens de l'U.j.p., grand-messe d'un gaullisme hystérique et baroque qui vient de se tenir à Versailles, Robert Grossman a proclamé : « Le gaullisme demeure une cause philosophique et politique dont nous avons à assumer la durée après le général de Gaulle, et sans lui. » Devant les représentants de l'U.d.r. des Hauts-de-Seine, et dans une ambiance moins survoltée, Jacques Chirac a tenu des propos similaires : « Il faut défendre le gaullisme contre tous ceux qui, de façon avouée ou cachée, tentent maintenant d'en saper les fondements pour revenir au régime du passé ou pour asseoir une dictature. » Le président de la République, de son côté, avait clairement situé son action, dans ses allocutions de vœux du début de l'année, sous le signe de la fidélité au général de Gaulle. Retiré à Colombey-les-deux-Eglises, il était le plus encombrant et le plus redoutable des alliés. Mort, il devient le plus précieux des atouts politiques.

Ravauder

C'est que le gaullisme forme le seul ciment, liant les morceaux épars de la majorité. Albin Chalandon le constatait candidement samedi, à Asnières : « Bien sûr, l'U.d.r. est un mouvement composite qui groupe des gens très divers : des conservateurs, des réformateurs, mais ce n'est pas si mal. D'abord, cela permet de faire une majorité... » Il s'agit donc, aujourd'hui, pour le parti gouvernemental, de ravauder ce tissu, aussi artificiel qu'il puisse être, puisqu'il représente la seule image de marque et la seule raison d'être plausibles dans une bataille politique nationale. Il s'agit aussi pour Pompidou, tout en affichant bien ce en quoi son style se différencie de celui de son prédécesseur, de bénéficier au maximum de la bénédiction posthume du Général. En l'imitant sans lui ressembler. Tel est le sens du voyage qu'il effectuera à travers la Lorraine — fief traditionnel du gaullisme, et fief menacé — au mois d'avril. Tel est également le sens du pèlerinage qu'il fera, en juin prochain, pour célébrer l'érection de cette grande croix qui doit s'élever, au milieu des collines, en face de La Boisserie.



Mais la référence au gaullisme a une autre vertu que de rassembler la diaspora des électeurs et des élus de la majorité. Elle offre en effet la possibilité tout à fait extraordinaire de balayer ce que la majorité appelle les fausses complications de la carte politique française, en ramenant toutes les tensions qui la perturbent au couple limpide et élémentaire — comme l'eau et le feu — du gaullisme et du communisme.

Le loup et l'agneau

Chirac pourrait bien être l'un des principaux maîtres d'œuvre de cette simplification à des fins électorales. Commentant dans « l'Essor du Limousin » un éventuel accord entre le Parti communiste et le Parti socialiste sur un programme de gouvernement, il écrit : « Le Parti communiste, par delà les concessions apparentes qu'il pourrait faire, n'y verrait que le moyen

→

© Fondation Jean Jaurès

De Gaulle à la rescousse →

d'asseoir définitivement son pouvoir absolu et d'écraser, avec la démocratie, ses alliés temporaires. » Le thème du loup et de l'agneau est bien connu. Celui, cher à André Malraux, du face à face éternel du gaullisme et du communisme ne l'est pas moins. Ils sont complémentaires. Mais tels qu'ils sont, simplistes et éculés, ils n'en constituent pas moins une fois encore les meilleures armes de la majorité.

Que la cote du président de la République, du chef du gouvernement et de ses ministres monte ou descende, dans les sondages, au cours des prochains mois, ils s'efforceront de faire en sorte que celle de Charles de Gaulle progresse régulièrement jusqu'en mars 1973. Car l'après-gaullisme ne peut exister sans de Gaulle. Vivant ou mort.

JEAN-MARIE BORZEIX

La spéculation ne... s'impose pas

Au dossier du scandale permanent de l'iniquité de l'actuel système fiscal, « l'Unité » apporte aujourd'hui une nouvelle pièce. Car l'avoir fiscal n'est malheureusement pas le seul abus du système : ainsi, la loi autorise un gros spéculateur boursier à déduire ses pertes de son revenu imposable !

En 1964, un spéculateur avait perdu en Bourse 20 millions d'anciens francs. Le juge fiscal a récemment estimé (décision du Conseil d'Etat n° 78 566 du 8 décembre 1971) que le Code général des impôts lui permettait de considérer cette somme comme un déficit et de le soustraire du revenu imposable. Motif : jouer en Bourse est une activité comme les autres; comme celle d'un artisan, d'un entrepreneur ou d'un commerçant, elle peut être bénéficiaire ou déficitaire. Donc...

Une législation ne peut se donner les apparences de l'équité lorsqu'elle assimile le producteur et le spéculateur, confond dans une même catégorie fiscale les fruits du labeur et ceux du hasard et fait supporter aux revenus du travail la charge de déductions scandaleuses.

La dernière victime de James Bond

Simone Del Duca ferait-elle école ? Après la propriétaire de « Paris-Jour », le président de la société Fodel — qui contrôle les établissements Debrie, constructeurs de matériel cinématographique — vient de montrer qu'il avait le goût des ukases. Joseph Kats est un patron de choc. Les employés de Debrie l'ont mécontenté, sa riposte n'a pas tardé ; il y a quinze jours, il a envoyé au président de la société, Jean Delmasure, un télex lapidaire : « Une telle situation est intolérable et j'ordonne l'arrêt total et la fermeture de Debrie jusqu'à nouvel ordre. » En toute simplicité.

Quelle est donc cette intolérable situation ? De quel crime de lèse-patronat les ouvriers sont-ils accusés ? Sabotage ? Incendie volontaire ? Pillage ? Séquestration ? Rien de tout cela : d'après Joseph Kats, ils auraient refusé l'entrée de l'établissement au vice-président de la Fodel, Ganick. La version des travailleurs est différente. De très loin. A la décision patronale, ils donnent une tout autre explication.

Depuis août 1968, la société Debrie, petite entreprise qui emploie aujourd'hui 170 personnes, rue Saint-Maur, est passée sous le contrôle de la société Fodel, dont le propriétaire, un Canadien vivant à Londres, est le célèbre producteur des James Bond, Harry Saltzmann. En même temps que Debrie, Saltzmann acquiert d'autres entreprises identiques. Par ce biais, disent les employés de Debrie, « l'essentiel de l'industrie cinématographique française passe sous contrôle étranger ».

Cette concentration n'est pas un succès. Depuis, tout ne va pas, en effet, pour le mieux : en trois ans, huit directeurs se succèdent rue Saint-Maur, tandis qu'on renvoie 185 employés. Ces derniers expliquent les licenciements d'une façon très simple : la stratégie de la Fodel, qui possède d'autres usines en Grande-Bretagne, est de regrouper toutes ses entreprises à Londres. Pour cela, il faut fermer la branche française. Le dernier incident ne serait que la conséquence logique de cette politique.

Les travailleurs ne sont pas d'accord : ils l'ont montré en se mettant tous en grève trois jours, du 14 au 16 février. Ils ont repris le travail, mais, depuis, l'usine reste occupée jour et nuit. « Nous ne savons pas ce qui va arriver, nous n'avons plus aucun contact avec la Fodel, explique à « l'Unité » Fernand Couaillet, délégué du personnel, dans la maison depuis dix-huit ans. Nous craignons qu'ils ne ferment purement et simplement, après avoir déposé le bilan : dans ce cas, nous n'aurions même pas d'indemnités de licenciement. Notre but est de maintenir l'entreprise en France, et nous espérons que les pouvoirs publics vont réagir. »

Pour l'instant, ils se taisent prudemment. Seule exception : une question écrite du sénateur Georges Cogniot, qui a reçu de Jean Verdier, préfet de Paris, une réponse dont les vingt lignes peuvent se résumer à ceci : il est urgent d'attendre.

Le président de Debrie, lui, n'a pas attendu : deux jours après le début de la grève, il a démissionné. C'est le neuvième en trois ans.

MICHELE BACKMANN



Fernand Couaillet, délégué du personnel aux établissements Debrie.

Ce que disent les sondages

Il suffit de peu de choses, ou du moins de peu de temps, pour que l'avenir d'un homme politique se trouve, aux yeux des Français, singulièrement compromis. Jacques Chaban-Delmas, auquel les sondages Sofres-« Figaro » accordaient encore, en janvier, une « cote » de 55 % qui le plaçait au premier rang des hommes politiques de notre pays, a reculé de 13 points et se retrouve aujourd'hui nettement derrière Valéry Giscard d'Estaing, qui est passé, lui, pendant la même période, de 53 à 56 %, avec même une pointe à 59.

Il faut, certes, se méfier des sondages, à qui l'on peut faire dire tout et le contraire de tout. Mais les réponses faites aux mêmes questions posées chaque mois indiquent, cependant, une tendance qui ne peut être négligée.

Donc, la « cote » du Premier ministre vient de subir une chute sensible. Comme il s'agit là d'un fait d'évidence impossible à dissimuler, on nous dit, en haut lieu, que si la personne de Chaban-Delmas a été atteinte par la campagne dirigée contre lui à la suite de la publication de sa déclaration d'impôts, les Français n'en continuent pas moins à faire confiance à sa politique symbolisée par le fameux slogan « nouvelle société ».

Pourtant, si l'on regarde de près une autre rubrique du même sondage, on voit que 10 % seulement des personnes interrogées considèrent que le gouvernement s'est montré efficace dans les négociations avec les syndicats, 8 % dans la lutte contre le chômage, 13 % dans la lutte contre la hausse des prix. Voilà, sans doute, qui donnerait à réfléchir davantage que ne l'ont suggéré la plupart des journaux. Sur ces trois points, essentiels, les Français, y compris les électeurs de la majorité, ont une impression négative de l'action du gouvernement. Il est donc bien hasardeux de dire que la politique de Chaban-Delmas n'est pas contestée dans l'opinion. La vérité c'est qu'elle l'est encore plus que sa personne elle-même. Si campagne de diversion il y a, c'est celle que tente de développer le Premier ministre en lançant un défi aux syndicats au sujet de la politique contractuelle. La C.g.t. et la C.f.d.t. se déclarent prêtes, pour leur part, à la confrontation publique — chiffres en mains — dont le Premier ministre les menace, mais dont il y a gros à parier qu'elle n'aura jamais lieu.

Le dernier sondage Sofres-« Figaro » suscite une autre série de réflexions. Il s'agit, cette fois, des appréciations portées sur les leaders de la gauche. Notons en passant que, pour la circonstance, « le Figaro » n'a pas publié en même temps, mais à 24 heures d'intervalle, les tableaux des personnalités de la majorité et de celles de l'opposition. Peut-être était-ce une façon d'éviter un rapprochement qui ne manque pas d'intérêt : non seulement Chaban-Delmas arrive derrière Giscard d'Estaing, mais, pour la première fois, il passe en troisième position, c'est-à-dire derrière François Mitterrand, qui atteint le chiffre de 45 % (contre 41 % en janvier).

Certes, les mêmes réserves s'imposent quant à la valeur générale des sondages, mais la progression constante et sensible du Premier secrétaire du Parti socialiste constitue, de toute manière, un fait politique de première importance. Elle signifie qu'après avoir peut-être hésité quelque temps sur la portée réelle de l'événement, une partie de plus en plus grande de l'opinion comprend que le congrès d'Epinay a véritablement débloqué la vie politique française; que la démarche entreprise par le Parti socialiste est la seule susceptible de redonner à la gauche de réelles chances de succès; et que l'union de la gauche personnifiée par celui qui obtint déjà 45 % des suffrages contre de Gaulle en 1965 — et à qui les électeurs communistes continuent eux-mêmes à accorder plus d'avenir qu'à Georges Marchais — est redevenue plausible.

C'est là un ensemble de constatations dont nous ne pouvons évidemment que nous réjouir. Mais qui entraînent aussi, pour l'ensemble des socialistes, des responsabilités accrues. Une perspective nouvelle s'offre en effet au combat de la gauche contre un Pouvoir qui semble bien, décidément, avoir perdu son âme en perdant de Gaulle, dont il appelle en vain les mânes à la rescousse **(voir page 3)**. Mais l'efficacité de ce combat commande que cessent les querelles subalternes, tant à l'intérieur des organisations qu'au sein de la gauche tout entière. Dans quelques semaines maintenant, celle-ci va être conviée à un débat capital. Ce débat, l'opinion l'attend, mais elle ne le comprendra que si, en dehors de toute polémique inutile, il aboutit à des objectifs clairs. C'est, aussi, un enseignement des derniers sondages.

CLAUDE ESTIER

A contre-pied

Le troisième âge des P.d.g.

A 69 ans, Paul Huvelin abandonne son fauteuil de président du patronat. Peut-être rêvait-il du monde de demain, lorsque diverses mesures prépareront les travailleurs à la retraite, de telle sorte qu'elle ne sera plus une cassure brutale dans la vie active — une sorte d'extrême-onction du travailleur ?

Eh bien, pas du tout. Dans le système actuel, une catégorie de privilégiés ne ressent pas ce besoin de « changer la vie » : les fidèles serviteurs du capitalisme.

Ainsi en va-t-il du « patron des patrons » : Huvelin s'est aussitôt fait nommer vice-président de la première société d'électronique française, Thomson. Ce groupe, qui bénéficie abondamment de la manne de l'Etat, avait besoin, pour concevoir une stratégie de développement dans les secteurs de pointe, de gens dynamiques. Alors...

D'un seul coup, ce souffle d'air frais autour du tapis vert va faire chuter la moyenne d'âge du grand état-major de Thomson : Huvelin remplace deux vice-présidents qui ont 79 ans... Mais, heureusement, des contrepoids sont maintenus : quatre administrateurs ont plus de 75 ans et un a 72 ans. Tous anciens présidents à la retraite.

Il est de pratique courante en France de distribuer ainsi de tels postes à de vieux dirigeants de grandes sociétés. Ce sont surtout les banques d'affaires qui se chargent de répartir ces sinécures. A titre de récompense. La moyenne d'âge des administrateurs est de 68 ans.

C'est la plus élevée du monde...

MENIPPE

Le tiercé dans l'ordre

Au verso de la caricature de Léon Zitrone, cette formule : « Des équidés, pas d'équité ».

Monsieur X n'a rien à voir avec la situation évoquée par ce tract de la section socialiste de Maisons-Laffitte. Le scandale, c'est le sort des lads et des quelque 400 apprentis jockeys de 14 à 18 ans... qui n'ont souvent d'apprenti que le nom : ce sont, en fait, des garçons d'écuries surexploités. A ces jeunes, issus de milieux particulièrement défavorisés, on fait miroiter l'espoir d'une lointaine « cravache d'or ». Mais la réalité est différente : absence de formation sérieuse, près de 60 heures de travail par semaine, etc. Tout ce que les animateurs du Foyer des apprentis entendent dénoncer eux aussi.

Après une grève de plusieurs mois, ils ont envahi, dimanche, la piste de l'hippodrome d'Auteuil. La police les a refoulés, avec l'aide de la garde républicaine... à cheval. Chacun a pu toucher son tiercé dans le désordre. L'ordre avait été rétabli. Pour combien de temps ?



Nuages dissipés

Délaissant un moment la préparation de son émission A armes égales, Edmond Maire, entouré de quatre dirigeants de la C.f.d.t., est venu expliquer la semaine dernière à François Mitterrand et aux secrétaires nationaux du P.s. que les militants de son organisation appréciaient de façon positive à la fois la méthode de discussion du programme socialiste et les grands thèmes retenus dans ce document. Les quelques nuages qui étaient apparus entre les deux organisations au moment du lancement de la campagne pour les libertés, à la fin de l'an dernier, paraissent complètement dissipés. Un nouveau rendez-vous a déjà été pris pour la deuxième quinzaine de mars, pour discuter, cette fois, du contenu du programme socialiste tel qu'il aura été définitivement adopté.

Un tract d'Einstein

Le tribunal de Montluçon va avoir à juger mercredi quatre objecteurs de conscience, inculpés pour avoir distribué un tract portant en exergue cette phrase d'Einstein : « Les pionniers d'un monde sans guerre sont les jeunes qui refusent le service militaire ».

Ce sera le premier procès de ce genre en France. Le tribunal de Poitiers avait, en effet, jugé une affaire d'objection de conscience, mais il n'y avait pas eu distribution de tracts.

Quand la police avoue

Décidément, le régime franquiste n'a pas de chance avec ses documents confidentiels. Le mois dernier, des membres des Commissions ouvrières nous faisaient parvenir un rapport sur la situation sociale, « récupéré » dans les bureaux du ministère du Travail. Aujourd'hui, il s'agit d'un rapport sur le syndicalisme clandestin, rédigé par des experts policiers du Ministerio de la Gobernacion.

Présenté au Conseil des ministres, ce texte de 29 pages est intéressant à bien des égards. La police passe aux aveux sur l'influence renforcée des Commissions ouvrières : « Elles sont bien implantées dans toutes les régions, capables de mobiliser au niveau national. »

Le grand débat des sections

Jeudi 10 février, 9 h du matin : le maire de Montboucher (Drôme) traverse la rue principale du village, sous les platanes, pour aller prévenir le patron de l'unique café-tabac du village : « Tu peux convoquer les copains, les programmes sont arrivés. » Au même moment, à Toulouse, le secrétaire de section dicte une circulaire à ses trente secrétaires de groupes : « Les adhérents qui n'ont pas reçu directement, chez eux, les projets de programme peuvent venir les prendre au siège du Parti... »

Cette fois, ça y est : après plusieurs semaines consacrées à discuter, à l'aide de mauvaises photocopies du « Monde » ou de « Combat », les quelque 5 000 sections socialistes se sont mises au travail. Le grand débat commence. Chaque militant étudie les 80 pages du numéro spécial du « Bulletin socialiste », s'interroge sur chacune des 18 options proposées, cherche dans la table des matières la question qui l'intéresse le plus : législation du travail, agriculture, retraites... Les fédérations, les commissions administratives de section, elles, discutent des méthodes. Chacun s'organise comme il l'entend : certains discuteront et voteront chapitre par chapitre, en cinq réunions. D'autres débattront d'abord de l'ensemble, et voteront ensuite, en bloc, sur les options comme sur les amendements.

L'important est de ne rien oublier, et d'aller vite : les congrès fédéraux sont fixés aux 4 et 5 mars. Il faut que la section soit prête à ce moment-là, prête à voter et à présenter, éventuellement, ses propres textes, les amendements et les modifications qu'elle veut apporter au projet.

Au 1er étage du café

14 février, 15 h : à Paris, la section d'entreprise du centre de tri postal de la gare du Nord se réunit, au 1er étage d'un café, l'Ariel, rempli de postiers en tenue, cheveux longs sous la casquette, qui profitent de la pause pour une ruée vers les juke boxes. Le secrétaire explique : « 15 h, c'est le seul moment pour rassembler les camarades des différentes brigades. Et encore : il y en a qui travaillent maintenant, ils nous rejoindront tout à l'heure. »

Les militants — une quinzaine, aussi jeunes, aussi bruyants, aussi chevelus que ceux qui, au-dessous se bousculent autour du comptoir — ont chacun devant eux le projet de programme. Ils discutent aujourd'hui du premier chapitre, celui qui concerne la démocratie économique. Ils sont déjà préparés à cette discussion : depuis plusieurs semaines, ils ont échangé, avec les militants syndicalistes de l'entreprise, avec les communistes aussi, tous les arguments sur la collectivisation, la démocratie dans l'entreprise, le rôle du secteur public. Ils en ont beaucoup parlé entre eux.

Il reste des interrogations, et des problèmes. Patrick, 20 ans : « Le contrôle des travailleurs, on voit bien ce que c'est. L'autogestion, aussi, je crois que j'ai compris. Mais comment on peut passer de l'un à l'autre, ça, c'est pas assez clair. » Dans l'ensemble, la section a déjà fait son choix, sur le fond, en faveur de l'autogestion. Le vote a lieu à main levée, à la fin de la réunion, cinq minutes avant la reprise du travail.

Rue de Trétaigne, dans la salle de la XVIIIe section, aménagée et « rajeunie », comme la section elle-même, une soixantaine de militants ont eu, la veille au soir, le même débat. Mais là, des réserves ont été exprimées : l'autogestion est, certes, une finalité du socialisme. Mais il faut d'abord en faire l'expérience prudente, dans le cadre du secteur qui aura été nationalisé et après que l'on aura clairement défini la relation entre l'autogestion et la planification indispensable. Ici, cette opinion est nettement majoritaire, mais on ne votera qu'après avoir examiné tous les chapitres et l'on passe au suivant : les institutions.

C'est par les institutions, précisément, que commencent, le 15 février à 21 h, les militants socialistes de Montboucher. Petit village de 700 habitants, près de Montélimar, vieilles maisons accrochées à un bout de rempart, pâtures, vignes et lavande. Au pied de la colline, un réseau autoroutier récemment ouvert au flot des voitures qui descendent vers le midi.

Ce soir-là, ils sont une trentaine dans la salle des fêtes toute neuve, à côté de la vieille mairie. Plus âgés, plus posés aussi qu'à Paris-Nord. Ils avancent des arguments, calmement, prudemment. Avec, souvent, beaucoup de réticences : les problèmes sont complexes, difficiles, les textes opposés cachent sûrement quelque chose, mais quoi ? A Montboucher, les questions semblaient plus simples. On est contre le pouvoir personnel, pour la démocratie. Mais quels articles de la Constitution faut-il changer pour supprimer le pouvoir personnel, pour assurer la démocratie ? L'article 11, l'article 16 ?

Comme au tableau noir

Le maire, élu aux dernières municipales, est assis au milieu des militants. Il est nettement plus jeune que beaucoup d'entre eux, et il a eu la prudence de prendre, dans les dossiers de la mairie, un exemplaire de la Constitution. A chaque question, il lit l'article incriminé, commente, raconte l'utilisation qui a été faite, sous le gaullisme, des articles qu'il s'agit aujourd'hui de supprimer.

L'instituteur, premier adjoint, demande ensuite la parole : il défend la dissolution automatique. Il l'explique clairement, comme à ses élèves : il ne manque qu'un tableau noir. Le maire est plutôt contre. Les militants de Montboucher demandent des précisions : « Alors, si l'union de la gauche craque sur une question secondaire, il faudra quand même refaire les élections ? ». L'instituteur pense que oui, le maire pense que non, le secrétaire de section hésite. L'un des plus vieux adhérents de la section, moustache blanche et béret d'ancien combattant, affirme qu'il veut encore réfléchir. Le vote est remis à huitaine.

D'ici là, chacun doit étudier la partie du programme consacrée à l'agriculture : à Montboucher, il y aura sûrement des amendements sur cette question, à en juger par la discussion animée qui se déroule ensuite, au café, autour du dernier pastis.

→

A Sarcelles, les responsables de la section ont décidé de traiter d'abord les problèmes les moins controversés : ils commencent par le chapitre « Changer la vie ». C'est peut-être, pense le secrétaire de section, celui qui concerne le plus directement ses militants. Au-delà de tous les débats, de tous les articles qui ont fait de Sarcelles le symbole des grands ensembles et le meilleur exemple des problèmes des communes de banlieue, c'est une section qui a déjà beaucoup réfléchi sur les équipements collectifs, sur la démocratie locale, sur tous les problèmes de la vie en commun dans une collectivité en expansion rapide.

Au pied des tours de béton

Ce sont, pour l'essentiel, les questions auxquelles les socialistes doivent répondre, en permanence, devant une population très politisée, et alors que la municipalité d'union de la gauche, à laquelle ils participent, doit se défendre de vigoureuses offensives de l'U.d.r., qui cherche à remettre en cause le résultat des dernières élections municipales. De plus, c'est une section qui comporte beaucoup de nouveaux militants, venus de mouvements chrétiens ou du P.s.u. : la discussion est donc très animée sur les problèmes de décentralisation — certains adhérents, insatisfaits des textes présentés, ont même entrepris une nouvelle rédaction des options qui figurent dans le projet initial.

Discussion animée, aussi, sur toutes les questions de logement, d'urbanisme, de transports. Un problème provoque un débat passionné, dans lequel le président de séance a le plus grand mal à maintenir un certain ordre : celui de la maîtrise des sols. Les mécanismes prévus sont-ils suffisants pour empêcher la spéculation foncière ? Et quel sera le rôle des offices fonciers urbains ? Marcel, 30 ans, urbaniste : « Est-ce qu'on ne peut pas craindre, avec des procédures lourdes et un peu compliquées, de retomber dans certaines des erreurs des technocrates actuellement au pouvoir ? »

Pour beaucoup de ceux qui participent à la discussion, dans la petite salle municipale, au pied des tours de béton construites par la Caisse des Dépôts, c'est une inquiétude réelle. Mais tous s'accordent finalement pour penser que les mécanismes prévus sont satisfaisants. Un des participants insiste pour que soient précisées les modalités d'indemnisation. On passe au vote : sur ce point-là, au moins, la section sera unanime.

Réfléchir tous ensemble

Le même soir, à Lézignan, dans l'Aude, on discute des questions internationales. Dans la maison du Parti toute neuve, à laquelle les militants de la section — menuisiers, peintres, maçons — travaillent depuis l'automne, une centaine de militants se sont réunis. Dans les semaines précédentes, des orateurs venus de Paris — invités par le cercle d'études qui, dans ce grand village des Corbières, assume un rôle irremplaçable d'information et d'éducation — ont donné leur point de vue sur les grandes options en présence.

Ce soir, les militants de la section doivent trancher. Les plus anciens défendent avec vigueur les conceptions traditionnelles concernant l'Europe, nuancées par les inquiétudes que leur cause la crise viticole, que le Marché commun ne paraît pas résoudre. Les plus jeunes manifestent peu d'enthousiasme à l'égard de l'Alliance atlantique, parlent du Vietnam, du Chili. Tous se retrouveront pour réclamer l'abandon de la force de frappe. Tard dans la nuit, ils rentrent chez eux, par petits groupes, en discutant encore...

A Paris, à Montboucher, à Sarcelles, à Lézignan, le débat sur le programme aura été, pour chaque militant, l'occasion d'une discussion de fond, l'occasion de poser, de se poser, tous les problèmes politiques réels auxquels des socialistes doivent apporter une réponse. Quoi qu'il arrive, quel que soit le résultat final, il restera quelque chose de cet immense effort de réflexion collective : tous auront cherché, décidé ensemble, librement, en conscience. C'est peut-être ça, après tout, la démocratie.

PIERRE NARBONNE

Pour maintenir l'activité de ses ateliers en cette période de morte-saison
NICOLL
vous offre
du 9 au 29 février
COSTUME SUR MESURES
formule industrielle NICOLL
580 F
NICOLL
29, rue Tronchet, Paris
Un siècle et demi de pure tradition anglaise au service de l'élégance masculine

Ce qui intrigue Nixon

La Chine étant un pays « mystérieux » par définition, il est tout naturel que la première rencontre Mao-Nixon ait eu lieu alors que personne ne l'attendait. C'est pourquoi l'envie est forte de se taire le plus possible sur le voyage du Président américain, dans l'attente des textes officiels ou des indiscrétions provoquées. Et, depuis quelques jours, tant de choses sont dites qui prouvent qu'on a en réalité rien à dire, que cette envie peut devenir une démangeaison.

Reste alors l'événement en soi, pour lequel il n'est pas important de savoir si les Etats-Unis retrouvent ou non une tradition d'amitié sino-américaine, si Richard Nixon pratique ou non l'électoralisme à l'échelle planétaire, ou si la Chine a ou n'a pas besoin des capitaux et des techniciens américains.

En fait, l'an deux mille se prépare sous nos yeux. Il y aura alors encore plus de Chinois qu'aujourd'hui et, quel que soit le régime qui les dirigera, leur poids ne sera cependant plus, pour l'essentiel, démographique : il se sera alourdi d'une économie, d'une industrie et d'une puissance militaire considérables, à quoi s'ajoutera, compte tenu de l'évolution dans la continuité qui caractérise et caractérisera encore longtemps le pays des Han, la certitude tranquille d'être un grand peuple, une grande nation et une grande société.

En un mot, parmi les pièces maîtresses de la politique mondiale, il y aura la Chine. Disons bien, il y aura. Parce que, pour le moment, les habitudes acquises font que tout est calculé à partir des statistiques de la production industrielle. On commence seulement à s'apercevoir que les calculs de ce genre pêchent à la base, car il n'est pas sûr que la grandeur, la puissance ou même la prospérité des sociétés reposent exclusivement sur l'indice de l'expansion. Le Japon a découvert qu'il payait sa place d'une destruction quasi totale de son milieu naturel. Notre pays s'aperçoit que l'expansion s'accompagne du chômage, de l'écrasement des personnes âgées et de la création d'une nouvelle classe d'esclaves, avec les travailleurs « migrants ».

La Chine a la bombe atomique,



La poignée de main historique entre Mao Tsé-toung, lundi, à Pékin.

c'est-à-dire une industrie de pointe, alors que sa production d'acier est à peine celle de la France. Elle est courtisée par la puissance la plus motorisée du monde, alors que la bicyclette est toujours, et pour longtemps encore, le seul moyen de transport individuel auquel peuvent aspirer les jeunes Chinois. Elle apporte son aide technique aux misérables du Tiers Monde, alors qu'elle sort à peine de la famine.

Joyeux Canossa

Dans ces conditions, l'inquiétude soviétique est bien compréhensible. Non point parce que la frontière court sur des milliers de kilomètres le long de la Sibérie déserte, ou parce que le marxisme a une autre couleur à Pékin, mais parce que, non contente d'avoir fait une révolution et une prise du pouvoir dans des conditions non orthodoxes, la Chine s'offre le luxe d'un développement non conforme à celui qu'avaient tracé les successeurs de Lénine. Où sont les soviets, plus l'électricité, plus l'industrie lourde ? Il y a bien apparemment un peu de tout cela, mais encore beaucoup d'autres choses.

Car Nixon a peut-être, dans sa serviette, un plan Marshall nouvelle manière à l'usage des Chinois. Chou En-laï et Mao Tsé-toung l'accepteront peut-être avec les sourires d'usage. Mais le plus beau cadeau que pouvaient espérer les dirigeants chinois est bien la présence physique du président des Etats-Unis. On peut aller joyeusement à Canossa.

En revanche, si les Soviétiques n'étaient pas obnubilés par le « péril jaune », ils pourraient croire, dès maintenant, l'avoir emporté sur un point capital. En effet, une des accusations les plus courantes lancées par Moscou contre Pékin affirmait que le maoïsme rejetait la thèse de la coexistence pacifique. Or, Chou En-laï s'en est fait le porte-parole éloquent et chaleureux devant Nixon. La distinction, soulignée pour des raisons de propagande, entre le peuple américain, avec lequel le peuple chinois entend conserver les meilleures relations, et un gouvernement taxé d'impérialisme, tombe ainsi pour une bonne part. Elle servira encore pour la polémique, mais ne pourra aller à l'encontre du fait acquis : l'existence de relations officielles entre les deux gouvernements sous le signe de la coexistence.

Victoire pleine d'amertume pour Moscou, qui croyait pouvoir sans doute se réserver l'exclusivité d'une thèse rendue nécessaire par l'équilibre de la terreur atomique et éminemment profitable, puisqu'elle lui a permis une politique expansionniste au Proche-Orient et dans le sud de l'Asie. La Chine devient, en apparence, un Etat communiste comme les autres, décidé à converser et apte au réalisme. En tout cas, apte à traiter avec le leader du monde capitaliste, sans intermédiaire et sans chaperon, tout en conservant une originalité telle que ce n'est pas à Pékin qu'on a entendu fixer comme objectif au communisme de rattraper ou de dépasser le niveau de vie des Etats-Unis.

Et c'est bien ce qui laisse pantois Leonid Brejnev et intrigué Nixon. Avec la différence que le second a osé, et déjà réussi, la démarche qui paraît interdite au premier.

CLAUDE FUZIER

Comment cela a été possible

Un séjour en Pologne incite passionnément le visiteur français à parler d'amitié, d'âme ou de beauté : le souvenir des faits d'armes et des malheurs communs à nos deux pays; le spectacle d'un peuple, humoriste entre tous, et dont la Vitalité — avec un grand V — est la seule réponse de dignité au génocide hitlérien; la grande plaine enneigée d'Europe centrale et le cœur de Varsovie, reconstitué pierre après pierre...

Mais il faut prévenir l'opinion occidentale que la Pologne de 1972 est le théâtre d'une expérience nouvelle dans le bloc soviétique : celle d'une classe politique, d'obédience léniniste, décidée à épouser d'aussi près que possible les moindres revendications de la classe ouvrière — sauf sans doute si elle devait, par imprévu, réclamer l'accès aux centres de décision.

Pour le voyageur rompu aux pérégrinations est-européennes, les facteurs positifs sont indéniables. Ce sont, d'abord, les réalisations matérielles qui font la fierté de tous les Polonais et leur permettent de se considérer comme occidentaux, même si c'est avec une dizaine d'années de retard. L'approvisionnement en biens quotidiens (alimentation, habillement...) relègue au musée de l'anti-communisme la vision des longues files d'attente devant les magasins vides : il y a, à Varsovie et en province, des magasins « à la française » où des étalagistes ont essayé — si ce n'est toujours réussi — de rendre agréable l'indispensable. Le système d'éducation, aussi bien pour la mise en valeur de l'héritage culturel que pour les succès de la formation technique — y compris dans le secteur agricole —, constitue la grande circonstance atténuante du communisme polonais devant le tribunal du marxisme-léninisme.

Au total, et cela est confirmé par les savants experts de l'Onu, la Pologne a connu depuis 25 ans une croissance économique rapide.

Mais les raisons d'espérer rejoindre le camp des nantis se sont détruites d'elles-mêmes au fur et à mesure que la fierté et le courage polonais réussissaient des miracles.

Dans ce pays où Wladislaw Gomulka semblait avoir effacé les pires excès du stalinisme et réconcilié communisme et nationalisme, éclatent, en décembre 1970, à Gdansk (l'ancienne Dantzig), à Gdynia et à Szczecin (ex-Stettin), les émeutes ouvrières : les travailleurs des chantiers navals — au nom, semble-t-il, de toute la classe ouvrière polonaise — refusent les hausses de prix décrétées de Varsovie, alors que les salaires sont bloqués depuis des années.



Edward Gierek s'entretenant avec un groupe de mineurs.

Facteurs positifs

Au nom du centralisme démocratique, les « camarades » responsables partent de Varsovie pour « normaliser » la situation : on tire sur les ouvriers. Il y aura des morts, beaucoup de morts, on ne sait pas exactement combien. Aucune instance régulière n'a décidé, le Bureau exécutif du Parti a été empêché de se réunir pendant cinq jours. Au bout du compte et devant la contagion évidente du mouvement, il faut tenir une réunion le samedi et, après divers contacts internationaux, le Comité central destitue Gomulka et les principaux « responsables ». Il les remplace par Edouard Gierek, le mineur d'Hénin-Liétard redevenu silésien, et par d'autres membres du Comité central qui n'avaient cessé de prévenir, mais n'avaient jamais été écoutés. La nouvelle direction fait alors l'analyse « ouverte », suivant laquelle il ne s'agit pas d'une contre-révolution, mais, tout au contraire, de légitimes revendications.

Le deuxième facteur positif de la Pologne actuelle est la lucidité sur les causes des « événements » (la même terminologie qu'en France pour mai 1968). Non seulement les dirigeants nous en parlent, mais, visiblement, c'est le sujet qui leur importe le plus. A tous les échelons, on nous expliquera la priorité excessive accordée à l'industrie lourde, au détriment des besoins immédiats des travailleurs, l'absence de perspectives pour ces derniers et, surtout, la manière dont les principaux responsables étaient coupés des masses populaires.

Il n'est pas de réflexion autocritique qui soit interdite dans la Pologne de 1972 pour mieux déceler « comment cela a été possible » ... ou, plutôt, il n'en est que deux : les fondements marxistes-léninistes de la construction du socialisme et l'alliance privilégiée avec l'Union soviétique, dont on précise avec fierté et application qu'ils n'ont pas été un seul moment remis en cause par les révoltés de décembre. Il est vrai que la Tchécoslovaquie n'était pas loin, dans l'espace comme dans le temps. Malheureusement, ces deux seuls tabous sont, en même temps, les deux grandes hypothèques du régime actuel parce qu'ils écrasent toutes les bonnes volontés dans un étau de fer et d'acier.

Le credo léniniste repose sur les postulats habituels. D'abord, la dictature du prolétariat; mais on ajoute immédiatement : par le Parti ouvrier polonais unifié, ce qui situe à sa juste valeur le pluri-partisme qui

"Nouvelles graves de Prague"

permet la collaboration avec les communistes d'un Parti agrarien de 400 000 membres, d'un Parti démocrate représentatif des couches moyennes et d'organisations catholiques.

L'autre principe léniniste, c'est le centralisme démocratique : on explique volontiers au visiteur occidental que, par deux fois, avant Gomulka (de 1949 à 1956), puis à la fin de Gomulka (1964-1970), le centralisme avait perdu son qualificatif. Mais que, par deux fois, on le retrouva sans rien sacrifier, naturellement, du substantif.

Une nouvelle équipe profita à chaque fois de ce retour aux sources, mais, aujourd'hui, on ne peut plus éluder la seule question que tout Polonais se pose : quelle « garantie » y a-t-il de ne pas retomber dans les mêmes ornières ?

Sur le plan des revendications, les concessions ont été très larges, plus qu'il n'aurait été possible sur les seules ressources polonaises grâce à une aide exceptionnelle, mais très substantielle, de l'Union soviétique.

A chaque fois qu'un nouveau problème se pose, Gierek va se rendre compte sur place et il semble, pour l'instant, que cette sollicitude quelque peu charismatique donne de bons résultats. Plus généralement, on consulte, on consulte pour préparer le VIe Congrès du Parti et le renouvellement de la Diète, on consulte pour préparer le Plan, on consulte les membres du Parti, on consulte les syndicats, les conseils ouvriers, les sans-parti, tous ceux qui le désirent. Mais, après avoir autant consulté, on délibère suivant les procédures traditionnelles des organisations communistes : la démocratie consultative devrait suffire, du moins si l'on admet que les intérêts du peuple et ceux de l'appareil du Parti sont bien les mêmes...

Dans ces conditions, la garantie suprême contre le risque de nombreux abus tient dans cette phrase, insolite de la part d'un dirigeant du Parti : « Nous sommes obligés d'appliquer notre programme, sous peine d'être balayés ».

Sans doute. Mais la démocratie consultative n'est qu'un rêve de démocratie : comment ne pas souhaiter au peuple polonais un réveil le moins brutal possible ?

DOMINIQUE TADDEI

La lettre adressée vendredi par Georges Marchais à François Mitterrand reprochait au Parti socialiste d'avoir pris, en lançant un appel à propos de la situation en Tchécoslovaquie, une initiative « mal fondée et inopportune... apportant renfort à une campagne aux motivations très évidemment anticommunistes ». Ce « très évidemment » a de quoi étonner, si l'on sait que c'est un organe communiste, l'hebdomadaire du P.c. italien « Rinascita », qui a, le premier, exprimé son inquiétude devant la série d'arrestations opérées à Prague depuis le début de l'année et dont la réalité vient d'être confirmée par le journaliste italien Valerio Ochetto, lui-même emprisonné pendant six semaines en Tchécoslovaquie.

Voici le texte de l'article qu'a publié « Rinascita » sous le titre « Nouvelles graves de Prague ».

Les nouvelles d'interpellations et d'arrestations d'intellectuels et de journalistes effectuées à Prague sont des nouvelles graves. Graves en soi et pour les questions inquiétantes qu'elles soulèvent. En soi, parce que nous connaissons quelques-uns des camarades qui ont été frappés et que nous les considérons comme des communistes par leur formation et leur longue vie militante.

Plus généralement, la nouvelle est grave en raison des questions diverses qu'elle pose. Depuis la fin du « nouveau cours » tchécoslovaque, nous avons été en présence de différentes phases, qui, petit à petit, ont provoqué l'exclusion de la vie politique des principaux dirigeants du « nouveau cours » lui-même, une épuration profonde et radicale dans les rangs du Parti, étendue aux syndicats, aux organismes professionnels, à l'Université, aux organisations des intellectuels et des jeunes. Nous n'approuvions pas — dans ces colonnes mêmes nous avons exprimé notre désaccord — une méthode qui tendait à résoudre des problèmes aigus d'affrontements politiques, en rayant de la société, en humiliant des militants contraints à chercher n'importe quel travail pour vivre. Dans une situation aussi tourmentée, un point cependant semblait acquis. Il y avait eu un engagement formel qu'il n'y aurait pas de répression aussi dure qu'autrefois, qu'on n'irait pas jusqu'aux procès. Les arrestations de ces dernières semaines préludent-elles à une abrogation de cet engagement ? Vont-elles faire prévaloir une logique dont le prix a déjà été aussi élevé ?...

On peut se demander encore une fois non seulement si la voie choisie n'a résolu aucun problème mais si elle n'en a pas créé de nouveaux en faisant surgir des crises nouvelles et plus aiguës.

Enfin, il y a un problème plus général qu'il faut encore une fois rappeler et qui touche la substance même de la démocratie socialiste non bourgeoise. Nous savons bien la dureté de la lutte des classes, l'âpreté de l'affrontement entre le socialisme et l'impérialisme, le caractère dramatique des heurts et des ruptures dans un parti révolutionnaire, et enfin la complexité, la difficulté de la tâche d'une transformation socialiste dans tel ou tel pays du monde. Tout ceci ne nous effraie pas.

Mais c'est justement parce que nous en avons une claire conscience, parce que nous savons tout ce qu'il y a de positif pour l'humanité dans ce que le communisme a conquis dans le monde, que nous considérons que la réflexion critique sur le passé et sur le présent doit avoir sa valeur. Ce qui revient à dire que la force de la classe ouvrière au pouvoir ne peut jamais être arbitraire, que le fait de la coercition ne peut jamais contaminer la substance et la forme d'une légalité socialiste effective, que la discipline révolutionnaire ne peut jamais viser à réduire au silence les désaccords, spécialement là où, comme dans ce cas, se sont produits des faits qui ont été dramatiques. Cela vaut aussi pour la façon plus complexe avec laquelle le Parti exerce, dans la construction du socialisme, la fonction dirigeante de la classe ouvrière, et sur la façon dont il construit ses rapports avec l'Etat et la société...

Pour toutes ces raisons pratiques et de principe, nous considérons comme graves les nouvelles qui nous arrivent de Prague.

Les usines à consommation



Brusquement, dans une petite ville de l'Orne, à Flers, les prix ont baissé de 10 %. Motif : l'ouverture, en janvier, d'un centre Leclerc de grande surface, dans les locaux d'une ancienne usine de confiserie. Mais, au bout d'un mois, le préfet signe un arrêté de fermeture immédiate, sous prétexte que toutes les règles de sécurité ne sont pas respectées. Et les petits commerçants du Cid-Unati de se précipiter à la rescousse des autorités. Alors, les travailleurs réagissent à leur tour : ils défendent le magasin. Les syndicats expliquent qu'il s'agit, non seulement de sauvegarder l'emploi des 35 employés, mais aussi de défendre le pouvoir d'achat des travailleurs.

Le « pouvoir d'achat ». En principe, ce n'est que le nom d'une mesure économique abstraite : le rapport des prix et des salaires. Mais, de nos jours, dans cette fameuse société de consommation, ces mots-là pèsent tout leur poids. Faute de « pouvoir » tout court, les travailleurs ont à défendre un « pouvoir d'achat ». Le capitalisme moderne a bien compris tout le parti qu'il pouvait tirer de la charge affective qui émane de ces deux mots associés : il a créé les supermarchés, les hypermarchés, les « grandes surfaces ».

L'hypermarché (plus de 2 500 m2, parking, libre-service, discount) nous vend autant de rêve que de kilos de nouilles ou de litres de vin. On a beau trouver mille raisons de le haïr, il vous envoûte. C'est une drogue : qui commence à le fréquenter ne peut plus s'en passer. Excellent symbole de la société de consommation, avec toutes ses ambiguïtés : il se pare de l'image illusoire du « palais des achats », tandis qu'il se veut, en réalité, « usine à vendre ».

Devoir s'y rendre est une corvée; mais dès qu'on y pénètre, la magie opère. Oublié, le petit ravitaillement terre à terre, en se traînant de petite boutique en petite boutique, son lourd cabas au bras. Désormais, on voit grand. On prévoit à la semaine, au mois, voire à l'année. Et quand on achète, on achète. Du coup, grâce à la voiture et à cet élargissement de l'horizon, les hommes participent plus volontiers : le samedi, ils constituent plus de 50 % de la clientèle.

Les légions du samedi

Dans l'enceinte soigneusement close par la ligne des caisses, on prend son temps pour choisir, pour hésiter : aucun œil critique et impatient ne vous trouble. Un fond de musique douce vous installe dans un état second : tous vos soucis sont restés au dehors. Du coup, on en rajoute : le prix Goncourt et le dernier modèle de poêle à frire s'entassent sur les slips et les boîtes de petits pois. Et puis, c'est un grand jeu : de semaine en semaine, sans raison apparente, les prix varient : il faut saisir les bonnes occasions.

Qu'importe ! Le gagnant est toujours le même : le capitalisme. Depuis dix ans, le succès est tel que cette forme de commerce s'est extraordinairement multipliée. Ce fut d'abord un Carrefour à Sainte-Geneviève-des-Bois, cela dès 1963. Juste 2 500 m2. Un second Carrefour ouvre en 1964, un troisième en 1966. Alors, on s'aperçoit que la formule est excellente. D'autres sociétés, de plus en plus nombreuses, se créent. Les chaînes de grands magasins, les succursalistes, les coopératives y vont de leur hypermarché. Huit naissances en 1967; 16 en 1968, 45 en 1969, 42 en 1970. Et, d'année en année, la taille grandit : en 1970, le nouveau Carrefour de Marseille atteint 22 000 m2, avec un parking de 4 500 voitures.

Bien entendu, on ne se contente pas de satisfaire des besoins, on en suscite. Et, de même que le rêve du soleil attire des foules compactes sur les plages d'août, de même, le rêve du pouvoir d'achat multiplié attire des légions dans les hypermarchés le samedi, voire le dimanche. On ne lésine pas. « L'animation-vente » bat son plein. Bébés éléphants, manèges, vedettes de la chanson, concours « Votre poids de camembert ou de bouteilles d'apéritifs », etc. servent tour à tour à rameuter les foules.

C'est alors que le « palais » révèle son ossature d'« usine ». Il faut vendre vite et beaucoup. « Plus les caddies sont grands, plus on les remplit » : les caddies sont de plus en plus grands. On invente des rayons

tournants avec tapis roulants pour accélérer le débit.

La foule obéit : on se bagarre pour une place de parking ou pour un caddie libre. Avec un peu de chance, en l'an 2000, si la « nouvelle société » progresse jusque là, il y aura quelques morts par étouffement à l'entrée des hypermarchés, les jours de « campagne promotionnelle », et la direction des magasins comptera dans ses frais généraux le prix des fleurs envoyées aux familles des défunts avec la médaille d'honneur du valeureux consommateur.

Qui paye les frais ?

De quoi s'affoler un peu. Et se demander ce que nous apportent au juste ces nouveaux commerces. Des prix. C'est incontestable. Encore que... Carrefour et Leclerc sont à peu près les seuls à poursuivre une politique de véritable « discount » permanent. La plupart des autres se contentent de baisser les prix des produits les plus connus, selon le bon principe de l'îlot de perte dans l'océan de profit. Après avoir réussi son lancement, un

→



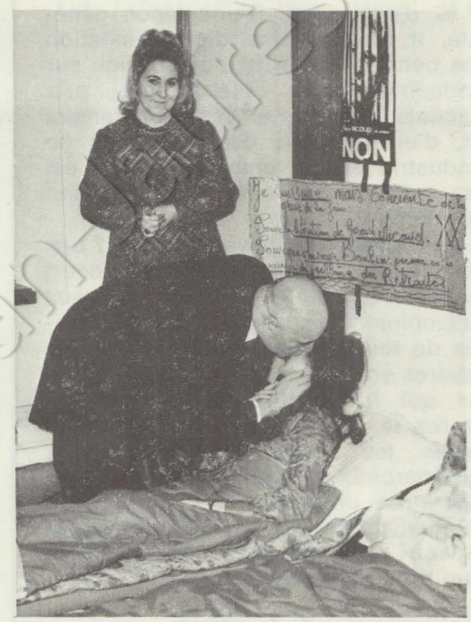
Lyon: petit commerce et grande politique

Récemment, le Conseil de la communauté urbaine de Lyon adoptait un vœu « demandant au préfet du Rhône de ne donner aucune suite à l'installation d'un supermarché à Ecully dans l'état actuel des choses ».

Ce débat avait entraîné le président de la communauté urbaine, Louis Pradel, à prendre un engagement imprudent : « Je me ferai écraser, je démissionnerai s'il le faut, mais il n'y aura jamais de grandes surfaces à Lyon ». Cette position, vivement applaudie par un public de petits commerçants, était qualifiée de démagogique par l'opposition socialiste et communiste, qui réclamait un débat sur le fond.

L'agglomération lyonnaise (1 200 000 habitants) n'est pas suréquipée en grandes surfaces. Trois hypermarchés : deux Carrefour et un Mammouth, soit 35 000 m2, sept supermarchés Casino et Suma, huit grands magasins polyvalents dotés d'un rayon alimentaire y sont implantés. Or, depuis trois ans, aucune autorisation de construire de nouvelles grandes surfaces n'a été accordée dans l'agglomération, où, pourtant, une étude de l'Oream a fait apparaître le sous-équipement commercial de la périphérie en commerces d'alimentation, bureaux de tabac, électriciens, etc.

Pradel a beau mettre en jeu ses mandats de président de la communauté urbaine et de maire de Lyon, il n'ignore pas que six projets de grandes surfaces sont à l'étude. En adoptant un vœu défavorable à l'installation de Carrefour à Ecully, le Conseil de la communauté urbaine, insuffisamment informé, évitait, a priori, qu'une concurrence dangereuse pour le centre commercial de la Part-Dieu ne s'établisse aux portes de Lyon. Ce centre commercial, dont la réalisation a été confiée au groupe Balkany-Solal, promoteur de Parly II, comprendra deux grands magasins : les Galeries Lafayette et la Samaritaine, une grande surface d'alimentation et une centaine de boutiques de service et de luxe. Dans le même



Pradel avec des grévistes de la faim du Cid-Unati.

esprit, des pressions ont été exercées sur le bureau d'étude parisien Etec, qui projetait la construction, au sud-ouest de Lyon, à Saint-Genis-Laval, d'un centre commercial, afin qu'il cède son projet au groupe Balkany-Solal. Mais rien n'a été entrepris pour permettre au commerce indépendant de lutter contre la concurrence des grandes surfaces ou des grands magasins. Aucune opération semblable à celle réalisée au centre de Grenoble, sous l'enseigne « K Store ». Ce magasin collectif de commerces indépendants, avec ses 10 500 m2, dont 5 500 de parking, a réussi à doubler ses prévisions...

La politique du président de la communauté urbaine est claire : plutôt que de permettre aux petits commerçants de se regrouper en coopératives — comme à Grenoble, Valence ou Péage-de-Roussillon — pour créer des unités modernes de distribution, Pradel préfère défendre la petite boutique lyonnaise. Car elle est un réservoir d'électeurs.

ROBERT BUTHEAU

Les usines à consommation

Guichard fait dans le flou

→

Mammouth vend encore 20 % de ses produits moins cher que ses concurrents, mais pratique une hausse sur 37 % d'entre eux. D'une façon générale, il s'agit moins d'une limitation des bénéfices que d'une pression sur l'industrie pour obtenir des prix d'achats moins élevés. Autrement dit, d'un transfert des bénéfices de l'industrie sur le commerce : il n'est pas évident que cette politique soit très saine.

Qui risque d'en payer les frais ? Les travailleurs, évidemment. A court terme, c'est déjà le cas de ceux qu'emploient les hypermarchés. Privés de toute qualification, ils ont des salaires voisins du Smic, et des horaires qui hachent leurs journées : 4 heures le matin, 4 heures le soir, et toutes les variantes possibles. A Euromarché, on compte une dizaine d'horaires différents. En outre, l'installation de nouveaux rayons en libre-service fait prévoir le licenciement d'un tiers du personnel.

Leur mot à dire

Et le petit commerce ? Il semble moins touché qu'il le prétend. La création d'hypermarchés ne fait qu'accélérer, ici ou là, un processus déjà commencé depuis longtemps. Qu'il soit obligé de baisser ses prix et de se moderniser, nul ne s'en plaindra. Et l'expérience prouve que, quelques mois après l'ouverture d'un géant, sa situation se stabilise. D'ailleurs, depuis dix-huit mois environ, la politique gouvernementale tend à freiner l'ouverture de nouveaux hypermarchés en refusant nombre de permis de construire.

Si guerre il doit y avoir, mieux vaudrait qu'elle se livre entre les travailleurs-consommateurs d'une part, et les géants de l'usine à vendre d'autre part. Peu à peu, le personnel des hypermarchés apprend à mieux se défendre. Il faut que les consommateurs en fassent autant. En s'alliant avec lui. En contrôlant la qualité des produits, en s'associant, en exigeant d'avoir leur mot à dire sur l'implantation anarchique des nouveaux commerces. Et en n'oubliant pas que les équipements collectifs sont souvent plus urgents que de nouveaux points de vente.

CHRISTIANE PEYRE

L'instituteur, dans les villages de la France rurale du début du siècle, incarna longtemps l'enseignement tout entier. Aujourd'hui, il n'y a plus personne pour donner à l'Education un visage aux contours aussi nets — n'y a-t-il pas, pour le seul secondaire, 20 catégories différentes d'enseignants, dont les diplômes vont du baccalauréat à l'agrégation ? De partout montait l'exigence que naisse un nouveau type de maître — donc qu'on le forme différemment.

Besoin si fort qu'il finit par percer les murailles du ministère pour arriver jusqu'aux oreilles d'Olivier Guichard. Sans songer à consulter les syndicats, le ministre sortit un beau jour de ses cartons un projet de « centres de formation professionnelle des maîtres », C.f.p.m. si l'on aime les sigles barbares.

Raisonnement de Guichard, tel que le rapportent ses adjoints : « On ne créera pas un poste de plus, pas un poste de moins. Le problème, c'est de déplacer le moment du recrutement. » Qu'en est-il actuellement ? Un pré-recrutement partiel se fait au niveau d'Instituts de formation, les Ipes : 7 000 élèves-professeurs sont recrutés chaque année sur concours et perçoivent un traitement de 1 200 francs par mois. Ils souscrivent, en échange, un engagement de dix ans dans l'enseignement. Comme les autres, ils doivent, pour être titularisés, passer le Capes, « certificat d'aptitude » qui leur donne un simulacre de formation pédagogique.

Les C.f.p.m., rattachés aux universités, donneraient aux étudiants une formation pédagogique (formation théorique dans le cycle normal de l'Université) sanctionnée, au bout de deux ou trois ans, par un nouveau Capes.

Rigide et étroit

Le ministre pense vendre son projet — pourtant rejeté, l'autre mercredi, par la quasi-totalité des présidents de Conseils d'université et refusé par les étudiants, en grève dans plusieurs universités — en reconnaissant la nécessité d'une formation pédagogique. Mais il n'en définit pas les modalités. Donnera-t-on au stagiaire des notions de psychologie, de sociologie ? « Ce n'est pas cela qui compte, répond-on au ministère, mais une expérience progressive, accompagnée d'une réflexion en séminaire. »

Même flou en ce qui concerne le recrutement. Les candidats au C.f.p.m. seront soumis à une double épreuve universitaire : le Duel ou Dues théorique, qui impliquera bachotage dans une discipline et abandon des autres; et un oral qui, sur des critères subjectifs, jugera définitivement « aptes à enseigner » des étudiants encore sans expérience. La filière C.f.p.m. est rigide; la passerelle qui permettrait aux auxiliaires ou aux titulaires d'une licence ou d'une maîtrise d'y entrer, plus qu'étroite.

En s'adressant aux seuls certifiés, le projet fige la ségrégation des maîtres et maintient l'auxiliariat — adjoints d'enseignement et maîtres-auxiliaires représentent 20 % des enseignants. Juste le contraire de l'unification de la formation telle que la souhaitent, à travers leurs syndicats, les maîtres du secondaire.

Le système du pré-recrutement, enfin, est très coûteux. Chaque stagiaire du C.f.p.m. recevrait le traitement des anciens Ipésiens, soit un coût annuel — Sécurité sociale incluse — de 20 000 francs. Mais Guichard n'est pas un philanthrope. Le système des Ipes n'était pas rentable : en 1971, seulement 43 % des Ipésiens ont été reçus au Capes (30 000 refusés, au total !). La nouvelle formule, en éliminant dès l'entrée les indésirables, « rentabilisera » en fonction des besoins très immédiats.

Pas un mot de l'agrégation, des Ecoles normales supérieures, du recyclage... Et pas un instant on ne pose le problème des finalités de l'enseignement. Ni de ce que peut apporter la recherche pédagogique, si l'on accepte de la développer. Ni, enfin, de l'exigence que les socialistes — qui en ont débattu encore récemment au sein de l'association Démocratie et Université — nomment « la double compétence » souhaitée pour tous les enseignants : compétence scientifique (les « connaissances »), mais aussi psychopédagogique, par une formation à la communication — d'autant plus poussée qu'elle pourra s'adresser aux élèves les plus défavorisés socialement.

Mais Guichard préfère « penser économies »...

L. B.

Terrorisme verbal

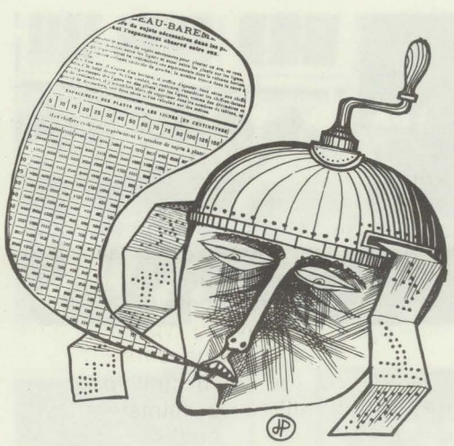
Ils parlent, ils sont innombrables ceux qui parlent, et pourtant c'est la même voix, la même intonation, exactement la même que l'on perçoit. Dans une réunion publique, à la radio, à la télévision ou à l'Assemblée, ils ont la même façon de s'exprimer, comme si l'U.d.r. avait, quelque part, un Conservatoire pour apprendre à ses ministres et à ses sous-ministres à s'expliquer.

Sous les IIIe et IVe Républiques, la politique avait souvent l'accent rocailleux de la France du soleil. La Ve a changé tout cela. Avec le régime présidentiel et le Parlement-croupion, elle a aussi inventé un nouvel « accent » politique, qui consiste à parler avec la bouche en cul de poule, illustrant ses paroles d'un air légèrement dégoûté, comme s'il était inconvenant de s'exprimer devant le peuple. Et, naturellement, à l'aide de mots parfaitement incompréhensibles.

C'est le techno-sabir de la technostructure de la techno-prétention qui nous sert de régime. Il est intéressant de considérer quelques exemples. Celui de Léo Hamon, haut-parleur hebdomadaire, qui utilise le techno-sabir avec des accents Comédie-française. En fait, le pauvre homme, qui n'a jamais rien à dire, n'a plus qu'à s'écouter, ce qu'il fait avec délectation.

Le techno-sabir

Valéry Giscard d'Estaing, lui, est le maître de ce langage, la vedette — et, comme toute vedette, il a une doublure : Jacques Chirac. Giscard fait dans le distingué avec un cheveu sur la langue. La bouche bien entendu en cul de poule, il zozote, mais ce défaut de langue donne quelque chose d'humain aux statistiques douteuses qu'il a l'habitude de nous présenter. Albin Chalandon a la voix plus mâle. Il donne plutôt dans le style play boy, tandis que Michel Debré fait dans le techno-sabir prophétique et inspiré. Mais, comme il a tendance à en remettre, il fait rire. Quant à Olivier Guichard, sosie vocal de tous les autres, il fait dans le sabir sobre, cartésien. Mais son style paterne ne tempère pas la placidité du visage, qui donne à réfléchir qu'il ne réfléchit pas.



PAR

HENRI-FRANÇOIS REY

Ne parlons pas des choristes, Poujade, Galley ou Boulin, les trois Robert, qui font des progrès chaque jour dans le style pincé.

J'ai nommé les vedettes, mais ils sont des milliers de figurants, énarques ou pas, polytechniciens ou pas, préfets ou pas, qui se croiraient déshonorés s'ils n'utilisaient pas le ton Ve République, s'ils n'arboraient pas le visage épuisé et légèrement méprisant de celui qui est obligé de parler au public.

En d'autre temps, avant la télévision, ce techno-sabir aurait pu faire merveille. Ces mots, grâce à la radio, seraient tombés dans un silence religieux, comme s'ils venaient du ciel. Mais il y a la télévision. On les entend, mais on les voit aussi. Et n'importe quel citoyen, même s'il ne comprend rien à ce qui lui est raconté — et, en général, il n'y a rien à comprendre — doit être quand même troublé par le visage marmoréen du haut-parleur de service, qui n'exprime clairement qu'un sentiment : le mépris. Ce régime méprise, et c'est sans doute sa seule philosophie. Il vit dans la bonne paranoïa de l'auto-satisfaction. Pour être bien à l'abri de toute critique, il s'est inventé un langage non transmissible. Et s'il consent à parler au peuple, c'est par pure démagogie, laquelle est la forme la plus accomplie du mépris.

Les médecins de Molière

Ce régime gouverne par le terrorisme du langage. Sous le prétexte que le monde que nous vivons est complexe, et qu'à cette complexité doit correspondre un langage technique et complexe, il assène quotidiennement aux foules des tonnes de mots dont on sait pertinemment qu'ils ne sont compréhensibles que par les seuls techniciens, et encore.

Qui a pu comprendre les explications de Giscard d'Estaing sur l'avoir fiscal, à part les inspecteurs des Finances ? Qui peut saisir le sabir prétentieux de Chalandon, lorsqu'il jongle avec les Zup et les Zad, ou le patagon de Boulin, lorsqu'il pérore sur la Santé ? Pas un Français sur dix; le but recherché est atteint.

Péréquation, produit national brut, concertation, I.v.d. (indemnité viagère de départ), masses monétaires liquides proprement dites, régulation de capitaux, etc. Toutes formules mystérieuses que le public n'a ni le temps ni les moyens de comprendre, et qui rappellent irrésistiblement le pathos des médecins de Molière masquant leur incompétence d'un latin de mauvaise cuisine.

C'est ce qu'il faut bien appeler la démocratie formelle terroriste, basée sur cet alibi constant : « On vous a tout expliqué, donc nous sommes réguliers; tant pis si vous n'avez rien compris. »

Pourtant, il va de soi que tout problème peut s'expliquer clairement et simplement, pour peu qu'on s'en donne la peine. Mais ce serait trop simple pour des hommes qui considèrent ce pays comme leur chasse gardée et qui craignent par-dessus tout que l'on découvre leurs manœuvres et leurs pratiques.

La véritable démocratie passe aussi par la simplicité et l'honnêteté du langage. Il ne faut pas l'oublier.

« Coup pour coup » ou le film militant

En 1969, le cinéaste Martin Karmitz n'osait pas parler publiquement; interviewé, il ne voulait même pas de pseudonyme : « un membre des Etats généraux du cinéma nous a dit que... » Depuis, il y a eu « Camarades ». Aujourd'hui, il s'exprime librement et franchement. Il a un message politique : il le communique.

Un an après « Camarades », son nouveau film, « Coup pour coup », risque de rencontrer les mêmes difficultés de distribution. Karmitz, c'est l'empêcheur de produire en rond : c'est le contre-poids à la crétinisation. Impossible de dévoyer Karmitz : c'est tellement clair qu'il est impossible de le récupérer. Costa-Gavras peut aller prendre des leçons.

Les autres cinéastes « politiques » sont étrangers, ou bien ils parlent de l'étranger. Karmitz est un Français, et il parle de la France. Alors...

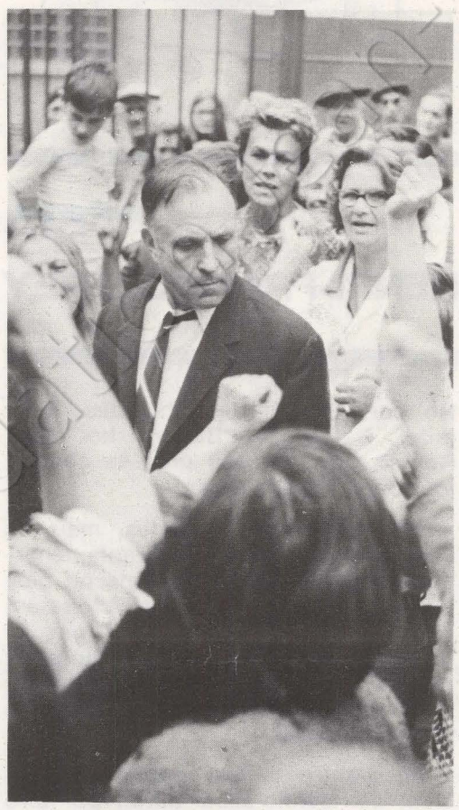
Grève de femmes

Une usine de fabrication de vêtements : les cadences augmentent, les conditions de travail empirent. Boulot, marmots, dodo — dans le Nord, il n'y a pas de métro. Quand la femme rentre, épuisée, et que son mari part travailler la nuit, on n'a pas beaucoup le temps de faire l'amour : comme le disait Godard, faire bien l'amour est un privilège de la bourgeoisie.

Deux ouvrières licenciées : toutes se mettent en grève. Grève de femmes et séquestration du patron.

Malgré la tradition, on peut faire du bon cinéma avec de bons sentiments. Du bon cinéma. Karmitz connaît son métier. Avec des moyens réduits, il réalise une œuvre très forte. Il sait manier les couleurs, mais ce qui n'était qu'un exercice de style dans « Camarades » devient positif dans « Coup sur coup ». Il fait jouer des non professionnels avec talent et mène son histoire tambour battant : aucun temps mort, cela passionne. Une œuvre pareille est nécessaire au cinéma français, salutaire même. Elle prouve que l'on peut parler de problèmes immédiats ressentis par des millions d'hommes et de femmes sans être ennuyeux ni même didactique. Karmitz met la technique cinématographique au service d'une geste traditionnelle dans son esprit, contemporaine dans son contenu.





De bons sentiments. C'est, évidemment, l'aspect le plus contestable, au sens strict du terme, du film. Contestable, parce que la démonstration a valeur générale et qu'elle est peu probante.

Il est certain que les femmes constituent une catégorie du prolétariat plus surexploitée que les hommes : leurs salaires sont presque toujours inférieurs, leur existence plus pénible en raison des tâches ménagères et familiales qu'elles sont seules à supporter. Mais le sous-prolétariat immigré a-t-il un sort plus enviable ?

Deux formes de lutte s'affrontent : la lutte « traditionnelle » de type syndical et la lutte « gauchiste » de type spontané. Affirmer de façon péremptoire que les syndicats sont pourris n'a jamais convaincu personne, sauf ceux qui le pensent déjà. Que la déléguée syndicale ait l'air plus revêche et plus sournois que la surveillante elle-même est un peu puéril. Le procédé devient même méprisant lorsqu'on fait planer une ambiguïté infâmante sur ce responsable, qu'on laisse soupçonner de servir les provocateurs, voire d'être de mèche avec eux. C'est en se reprenant, en ne cédant pas à ces facilités que Karmitz montrera qu'il n'en est rien.

D'autant plus qu'à d'autres égards, il refuse manifestement les clichés à la mode : le seul courage de nombre de cinéastes actuellement réside dans la dénonciation de la police, de ses procédés et de ses brutalités. Karmitz montre la police stationnant devant l'usine en grève, bien sûr aux ordres du Pouvoir, donc du patronat, mais n'intervenant pas : c'est là, incontestablement, une preuve de maturité et de respect à l'égard des spectateurs.

36 toujours recommencé

« Coup pour coup » se déroule à huis clos. A l'exception de quelques passages dans leur foyer, ces ouvrières vivent dans leur usine : quand elles font grève, elles l'occupent. Les outils de la production n'appartiennent pas seulement au capital, mais aussi au travail.

Autour du feu de la nuit, les ouvrières dansent. C'est 1936 toujours recommencé. Et cette référence, explicite dans le film, n'est pas sans ambiguïté. Trente-six, c'était la grève générale, mais aussi le Front populaire. Et Karmitz doit savoir qu'en 36, pour les travailleurs, l'un n'allait pas sans l'autre.

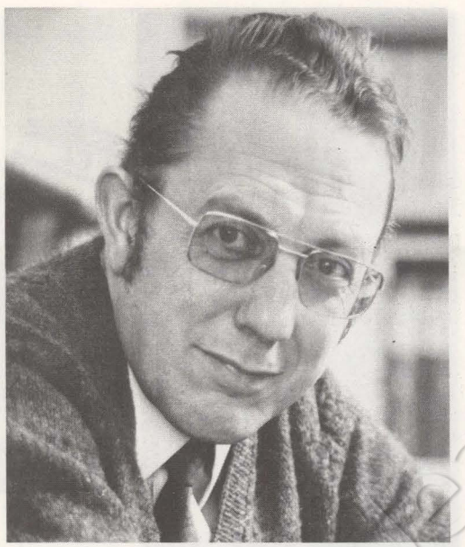
Si, à chaque film commercial, répondait une œuvre comme celle de Karmitz; si, dans l'art comme à l'usine, on pratiquait le coup pour coup, il n'y aurait pas de soucis à se faire pour le vrai cinéma populaire. Mais, pour l'instant, il reste encore à assurer la distribution de ce film : dans les usines, peut-être ?

ALAIN ECK

Jésus avec Marx

Peut-on concilier Marx et Jésus ? C'est la question que se posent depuis quelques années les chrétiens, de plus en plus nombreux, qui, en France et dans le monde entier, se retrouvent dans les organisations socialistes ou dans les mouvements gauchistes.

Cet engagement nouveau bouleverse les données politiques. Des hommes et des femmes que l'on trouvait habituellement du côté de l'ordre établi prennent fait et cause pour la Révolution, tandis que l'Eglise elle-même se détache des pouvoirs, contribuant ainsi à leur affaiblissement. C'est ce phénomène que notre confrère Jacques Duquesne, spécialiste des problèmes catholiques, analyse dans son nouveau livre « La Gauche du Christ » (Grasset), dont voici quelques extraits.



Qui veut comprendre le catholique de gauche, et plus encore le catholique d'extrême gauche, le catholique révolutionnaire, doit d'abord se souvenir de ceci : le catholique de gauche n'est pas de la famille, c'est un bâtard (ceci — faut-il le préciser ? — étant écrit sans aucune intention péjorative).

La gauche n'est pas sa famille d'origine. Ce n'est pas non plus sa tradition; le catholique peut bien rameuter un Lamennais par-ci, un Lacordaire par-là, ou, remontant plus avant vers les temps obscurs du Moyen Age, rappeler le souvenir de quelques curés dépenaillés qui pressaient quelques gueux en haillons de se révolter contre leur seigneur, cela ne fait pas une tradition. Son Eglise, fondée par un crucifié condamné par les puissants, s'est vite acoquinée avec eux. Elle n'est pas demeurée longtemps hors la loi. Elle est toujours en retard d'une révolution. Elle ne mobilise pas, ou rarement, l'espérance des pauvres, et réussit mieux avec ceux pour qui la vie n'a pas été trop rude. Elle paraît encore empêtrée dans ses anciennes solidarités. Il le sait plus que quiconque. Il en a honte. Le remords l'en poursuit. Parviendra-t-il un jour à faire oublier cette tache ? Il l'ignore. Mais lui ne l'oublie guère. Elle l'obsède lorsqu'il se trouve en face d'authentiques révolutionnaires, elle le gêne lorsqu'il aborde les hommes de la gauche traditionnelle, communistes compris, elle lui donne même quelque complexe à l'égard des jeunes gauchistes dont toute l'activité politique s'est résumée jusque-là à quelques graffiti.

Il doit se faire accepter. Il entend se faire accepter.

Il se montrera donc d'une sévérité implacable à l'égard de sa famille d'origine qui, souvent, le lui rend bien. Aujourd'hui encore, si des prêtres participent à son combat, si d'autres lui manifestent bienveillance, voire même admiration, si des évêques lui montrent quelque compréhension et sympathie, il se sent en marge, et parfois rejeté : le catholique de droite supporte mieux l'homme de gauche, quel qu'il soit, que le catholique de gauche à l'égard duquel il éprouve comme une allergie. Et cela contribue à faire du catholique de gauche un isolé à la recherche d'une famille (...).

Il convient donc de s'interroger : le passage « à gauche », et plus précisément le passage à la Révolution d'un certain nombre de catholiques, est-il un phénomène marginal ? Le tournant pris par l'Eglise collectivement est-il aussi important que les conservateurs le craignent ?

Répondre est difficile, car les moyens de mesure font défaut et il faut se défier des apparences : en France, en 1966, alors que l'on parlait depuis des années — la guerre d'Algérie ayant aidé — du phénomène catholique de gauche considéré comme une grande nouveauté, Jacques Ozouf, après avoir serré de près les résultats d'un sondage très détaillé sur le comportement politique — ou du moins électoral — des catholiques, pouvait conclure que celui-ci n'avait pas, jusque-là, « vraiment changé ». La statistique avait effacé tous ceux qui écrivent, militent, manifestent : intellectuels, syndicalistes, étudiants, professeurs, membres des partis de gauche. La masse des catholiques refusait toujours ses suffrages à la gauche. Il en va encore de même aujourd'hui (...).

Des clubs au Parti socialiste

Très longtemps, les catholiques ont été contraints de s'adresser à de petites formations installées aux lisières du communisme ou entre les deux principaux partis de la gauche. Ils ont ainsi participé, dans les années cinquante, à diverses aventures (Nouvelle gauche, Union de la gauche socialiste, etc.). L'une de ces « aventures » a eu un impact considérable sur toute une génération : le mendésisme. La personnalité et les idées de Pierre Mendès France ont séduit une fraction active et jeune du catholicisme français.

Le nouveau Parti socialiste, en revanche, attire plus les catholiques que l'ancienne S.f.i.o. Le passage, là, s'est surtout opéré par l'intermédiaire des « clubs ». Au début des années soixante, les catholiques, toujours condamnés aux petites formations, ont en effet adhéré nombreux aux clubs naissants, quand ils ne les ont pas créés eux-mêmes. Quelques-uns de ces clubs sont passés au Parti socialiste dès que celui-ci eut entrepris de se renouveler. D'autres sont restés unis dans la Convention des institutions républicaines, jusqu'à son entrée dans le Parti socialiste. Enfin, de nombreux membres de deux autres groupes ont choisi de s'intégrer à ce moment au Parti : des chrétiens inspirés par Vie nouvelle (mouvement né, au lendemain de la guerre, à partir d'anciens scouts) et par Objectif 72, animé par Robert Buron, qui réunissait surtout, à l'origine, l'aile gauche de l'ancien M.r.p. Ainsi, l'entrée des catholiques au Parti socialiste s'est opérée principalement en trois vagues, la troisième étant la plus massive. »

Une arme politique: le rire

Le grand événement théâtral de l'an dernier avait été le « 1789 » d'Ariane Mnouchkine. L'apport le plus remarquable de la présente saison est une création du Théâtre de l'Aquarium : Marchands de Ville (actuellement au T.n.p., salle Gémier). Dans ses buts et dans sa méthode de travail, la troupe de l'Aquarium n'est pas sans rappeler celle de Mnouchkine. Mais les « armes » utilisées diffèrent; la recherche de nouveaux outils, la volonté d'en transiormer l'utilisation donnent à la démarche un caractère de « radicalisation ». Comparativement, la tentative de Mnouchkine donne l'impression de n'être qu'un retour à une iorme de théâtre oublié. L'Aquarium, lui, invente.

Improvisation

Sa jeune histoire n'est pas sans intérêt. La troupe est née il y a dix ans. Ce n'était alors qu'une troupe universitaire qui utilisait de son mieux la salle de théâtre de l'Ecole normale de la rue d'Ulm. D'un essai approiondi d'adaptation d'œuvres existantes sont nées deux notions fondamentales pour la troupe : la nécessité d'en arriver à écrire elle-même ses spectacles; le besoin d'y aborder des problèmes actuels. La rupture avec des méthodes traditionnelles ne se fit que lentement. Mais, après « Les Guerres pichrocolines » — sur le thème de l'escalade militaire — un spectacle réalisé d'après « Les Héritiers » de Bourdieu et Passeron dénonçait « l'Université de classe », quelques jours avant Mai 1968. Le ton était donné : le travail théâtral ne pouvait être efficace sans le soutien d'une analyse politique. Restait à découvrir les outils de ce théâtre : en 1969, « Bouvard et Pécuchet » (ou : comment la bourgeoisie se jette dans les bras de l'ordre par le jeu des élections) et « Les Evasions de monsieur Voisin » en 1970 (ou : comment ce que certains nomment « légalisme » peut mener au fascisme) furent les occasions de cette recherche. Résultat : l'utilisation définitive d'une méthode et d'une arme. La méthode : un travail collectif d'improvisation et d'écriture. L'arme : le rire.

Promoteurs-requins

« Marchands de Ville », dans son élaboration et dans son résultat, est





l'aboutissement de ces dix années de recherche et d'expériences.

Dès février 1971, les comédiens de l'Aquarium partirent à la découverte d'une réalité : la ville. C'était, pour eux, « l'image la plus visible et la plus théâtrale de notre société, l'image la plus au contact du quotidien. » Ils recueillirent leurs informations à toutes les sources : architectes, locataires, promoteurs, dossiers de presse, etc. A partir de quoi ils établirent un canevas, sans cesse modifié au cours d'une année d'incessante improvisation. La difficulté demeurant de trouver à tous les niveaux une écriture théâtrale simple, c'est-à-dire simplifiant la relation public-acteurs. L'idée centrale étant claire (rénovation des villes égale déportation des habitants), il fallait lui donner les meilleurs véhicules techniques possible. Au cours du travail, surgirent les idées qui donnent au spectacle son aspect radical : face aux promoteurs-requins évoluant grotesquement, chaque accessoire, chaque marionnette devient un personnage réel. Même le terrain ou le quartier interviennent comme de vrais personnages. Et, au-dessus de tout cela, « Monsieur Fric », dont le rôle est tenu par un piano suspendu dans les airs. Chaque détail de costume et chaque geste des comédiens échappent aux conventions pour retrouver une fonction originale. Jamais personne, dans le théâtre français, n'avait osé ni tenté cela.

Plus un centime

Le seul problème du Théâtre de l'Aquarium est désormais d'ordre financier : « Marchands de Ville » a été financé par le T.n.p. (200 000 francs, grossis par 20 000 francs de l'Etat et 10 000 francs de la Ville de Paris). Quinze personnes ont vécu pendant un an et réussi à monter un spectacle avec cette somme. Mais, le jour de la dernière représentation de leur pièce au T.n.p., la troupe de l'Aquarium n'aura plus un centime en caisse. Ridicule situation d'une jeune compagnie professionnelle : au moment où elle est « reconnue » par la presse, par le public et même par le ministère, elle connaît une consécration sans issue et sans avenir. Il lui faudrait simplement 800 000 francs par an pour vivre et travailler...

JEAN MONTAGNARD

Du grand au petit écran

Devant le petit écran, les amateurs de cinéma se trouvent divisés en quatre catégories : le « grand public » du dimanche, à 20 h 40, sur la première chaîne; le public « averti » du dimanche, à 22 h 30, sur la deuxième chaîne; le « vieux public » du lundi, à 14 h 30, sur la 1; et le « jeune public » du mardi après-midi, sur la 2.

Les âmes simples croyaient qu'il existe seulement deux sortes de films : les bons et les mauvais. Erreur... Voilà, du moins, le point de vue des responsables de la diffusion des films à l'O.r.t.f. Et voilà pourquoi le film dominical de la deuxième chaîne commence parfois avant la fin de celui de la première. Voilà pourquoi, aussi, les films des lundi et mardi après-midi ne sont offerts qu'aux minorités : les spectateurs âgés ou malades et les cinéphiles oisifs : voilà pourquoi, enfin, il faut avoir l'âme d'un noctambule — et la possibilité matérielle de l'être — pour pouvoir assister à la nouvelle série de Jeannine Bazin et A.-S. Labarthe : Vive le cinéma; sa prochaine édition sera préparée par Jacques Rozier, le réalisateur de « Adieu, Philippine » et « Du Côté d'Oroët »; prenant — le 26 mars — la succession de François Truffaut, Jeanne Moreau y commentera l'actualité cinématographique. Voilà qui peut donner à la masse des téléspectateurs le goût de productions dont l'O.r.t.f. les prive.

Quels sont-ils, ces films jugés « trop difficiles pour le grand public » ?

Le dimanche, vers 22 h 30, sur la deuxième chaîne (après une série Fritz Lang et diverses œuvres d'Ingmar Bergman), on nous propose, dès le 27 février, « les chefs-d'œuvre de la comédie américaine » : « Philadelphia Story », de George Cukor, avec James Stewart, Cary Grant et Katherin Hepburn; le 5 mars : « New York-Miami », réalisé par Frank Capra, avec Claudette Colbert et Clark Gable; le 12 : « Sylvia Scarlett » (Katherin Hepburn, toujours sous la direction de Cukor); et, le 19, la célèbre et surréaliste « Soupe aux Canards » mijotée par les Marx Brothers.

Tels sont les films que le « grand public », celui d'« Angélique marquise des anges », serait incapable d'apprécier. Et voilà comment on ne satisfait personne, en s'efforçant de plaire à tout le monde.

HENRI P. MARC

Au risque de vous plaire

L'émission de la semaine : dans la série Procès, d'Eliane Victor et Etienne Mougeotte, « Faut-il supprimer le tiercé ? » — innocent passe-temps, ou dangereuse drogue fourguée par l'Etat ? (mardi 29 février, ch. 1, 20 h 30).

VENDREDI 25 FEVRIER :

« Pattes blanches » : film d'un « cinéaste maudit », Jean Grémillon (« Lumière d'été », « Remorques », « Le ciel est à vous ») et de Jean Anouilh (ch. 1, 20 h 30).

Le troisième œil : le Japon quotidien (ch. 2, 21 h 30).

SAMEDI 26 :

Tournoi des cinq nations de rugby : France-Angleterre (ch. 1 et 2, 14 h 55).

« Le rêve », 1ère d'une série de 6 émissions mensuelles de Denis Huisman sur la psychologie (ch. 2, 18 h 05).

« Vassa Galeznova » : Arthur Adamov et Pierre Badel ont adapté le sombre drame social écrit par Gorki au lendemain de l'échec de la révolution de 1905 (ch. 1, 20 h 30).

DIMANCHE 27 :

La seconde partie de « Marie Curie », de Claude Santelli (ch. 1, 17 h 05).

Italie, Italies : dans la série de Jeannesson, les capitalistes orgueilleux de Milan (ch. 1, 18 h 55).



Jean-Marie Drot rencontre l'écrivain Joseph Delteil, pionnier du surréalisme (ch. 2, 20 h 30).

« La ligne de démarcation » : la Résistance vue par Claude Chabrol (ch. 1, 20 h 40).

Ciné-club : « Philadelphia Story », de Cukor, l'une des dernières grandes comédies américaines (ch. 2, 22 h 15).

Un certain regard : Georg Picht, philosophe et conseiller de Willy Brandt pour l'environnement; le procès planétaire d'une civilisation (ch. 1, 22 h 35).

LUNDI 28 :

Un film de Budd Boetticher, « La dame et le toréador » (ch. 1, 14 h 35).

Alain Decaux raconte « La nuit des longs couteaux », épisode décisif de l'ascension d'Hitler (ch. 2, 22 h 10).

« Sciences de l'homme », émission hebdomadaire : l'information (France-Culture, 18 h 15).

MERCREDI 1er MARS :

Le Grand Echiquier, de Chancel, avec Jean Ferrat, Simenon, etc. : enfin une émission de variétés intelligente et imaginative (ch. 1, 20 h 30).

Les Dossiers de l'écran : débat sur la lèpre (ch. 2, 20 h 30).

JEUDI 2 :

« Maigret se fâche » : encore Simenon (ch. 2, 20 h 30).

Afrique blanche: 30 millions de sous-hommes

En se transportant à Addis-Abeba, le Conseil de sécurité de l'Onu s'est offert à peu de frais — 150 000 dollars — une bonne conscience.

Les Grands, cérémonieusement, ont écouté les revendications de l'Afrique. 30 millions de Noirs vivent comme des sous-hommes, dominés par 4 millions de Blancs. En Afrique du Sud, en Rhodésie, dans les « provinces d'Outremer » du Portugal, en Angola et au Mozambique, notamment.

Des hommes ont relevé la tête pour retrouver leur dignité. Ils se battent dans des conditions précaires depuis une dizaine d'années. Obligés d'acheminer, souvent à dos d'hommes, sur de très grandes distances, des armes qu'ils trouvent difficilement, ils sont devenus indésirables dans de nombreux pays frères. Seuls l'Algérie, la Tanzanie et, à un degré moindre, le Congo-Brazzaville, la Guinée, la Zambie les soutiennent.

Des "rebelles" dépenaillés

Les autres se contentent de faire de belles déclarations à l'Onu — l'Afrique y représente un tiers des pays membres — à l'O.u.a., créée en 1963, dont tous les membres optèrent pour une Afrique unie, neutraliste et décolonisée.

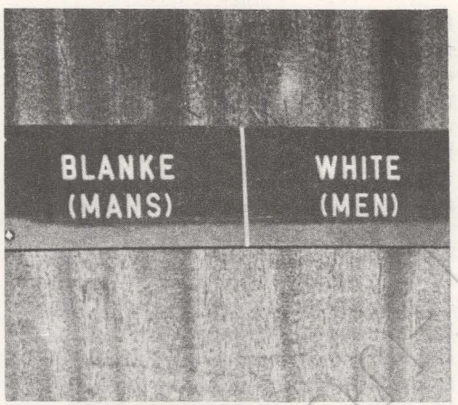
Dans l'allégresse de la conférence d'Addis-Abéba du 26 mai 1963, la Charte qui donnait le jour à cette Organisation prévoyait même la coordination des actions contre la contre-révolution blanche en Afrique.

Las ! Neuf ans après, cette contre-révolution n'est non seulement pas arrêtée, mais elle s'est fortifiée.

L'Afrique du Sud est prospère et ses lois pour maintenir en esclavage « ses » Bantous se sont affinées et renforcées. Ce pays fasciste, sous la férule de son Premier ministre Vorster, s'est doté d'une armée ultra-moderne. Avec des avions, des tanks et du matériel lourd où figure un sinistre poinçon : « Made in France ». Mais notre ministre des Armées l'a dit plusieurs fois : pas question que ces armes servent dans des actions de guérilla, c'est pour cela que nous ne vendons pas d'armes légères...

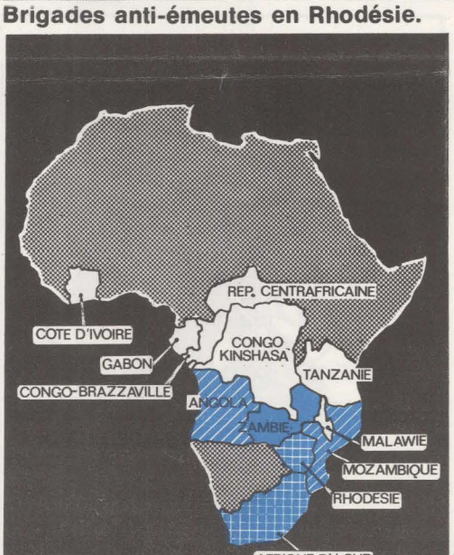
Les affaires sont les affaires, et les ventes d'armes de la France ont triplé en cinq ans. L'Afrique du Sud est un très bon client, et paie même comptant : ce pays est le premier producteur d'or du monde. Alors que les « rebelles » dépenaillés et traîne-savates ne sont pas solvables et, tare au moins aussi grave, sont révolutionnaires. L'armée sud-africaine est non seulement capable de faire « régner la paix » à l'intérieur, mais aussi d'appuyer les régimes blancs proches.

En Afrique du Sud, comme en Rhodésie d'ailleurs, les sanctions économiques, embargo et recommandations lancés de la tribune de l'Onu n'ont eu aucun effet sérieux sur le développe-



Racisme quotidien à Johannesburg.


Brigades anti-émeutes en Rhodésie.



Pour une coopération véritable

Une évolution que la récente crise monétaire internationale ne suffit pas à expliquer se dessine en Afrique de l'Ouest. En fait, il est permis de se demander si la « balkanisation » négative, consacrée par la décolonisation et confirmée par une décennie d'indépendance, n'est pas en train de prendre fin.

Pour l'essentiel l'échec de la coopération vient de l'absence de toute stratégie du développement de la part des nations nanties (voir « l'Unité » n° 3), c'est-à-dire d'un déficit qualitatif de l'aide, dont les plus frappants

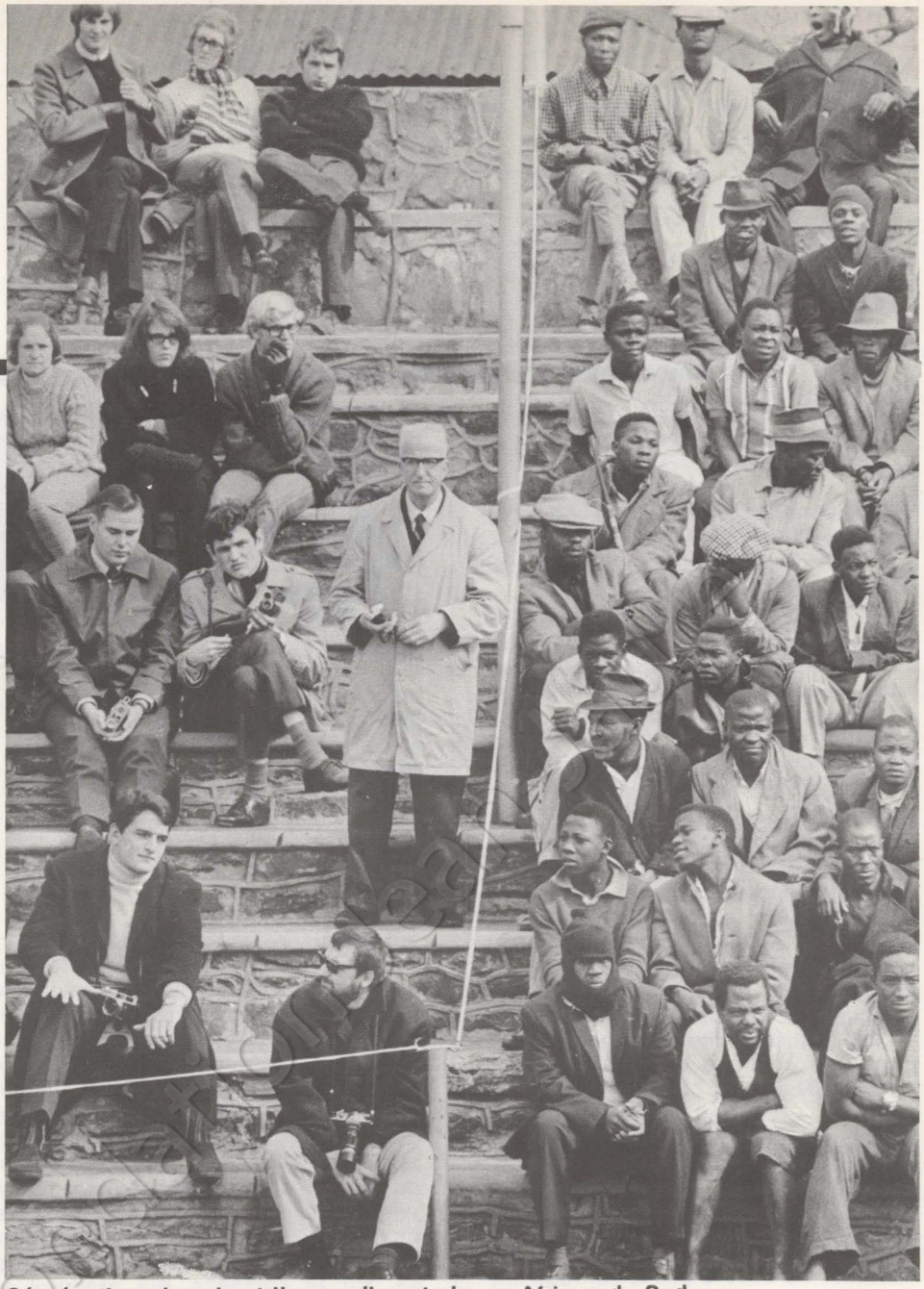
ment de ces pays. Et si les couleurs d'Afrique du Sud ne sont pas représentées dans les compétitions olympiques, Vorster n'en a pas pour autant des insomnies.

Le suffrage universel dégradant

Il a, en effet, d'autres satisfactions. Il fait du commerce avec des pays noirs indépendants. Et, depuis plus d'un an, un groupe de pays « modérés » s'est engagé sur la voie du dialogue avec lui. « Reconnaissons que l'opposition systématique à toute solution réaliste nous conduit parfois au ridicule... », déclarait le 4 novembre 1970 Félix Houphouët-Boigny, président de la Côte d'Ivoire et leader de cette politique du dialogue. Contre toute attente, il a trouvé des oreilles réceptives :

— à Madagascar, où Philibert Tsiranana a des liens économiques très serrés avec Prétoria, dans le tourisme et les mines. Plus récemment, les Sud-Africains se sont engagés à financer une cale sèche pour super-pétroliers dans la baie de Narinda.

— au Gabon, où Albert-Bernard Bongo a passé un accord secret avec Prétoria pour le financement de l'aéroport de Franceville et l'utilisation de celui-ci par les avions sud-africains.



Ségrégation, dans les tribunes d'un stade, en Afrique du Sud.

effets sont la fuite des cerveaux et la croissance continue de l'endettement.

Voilà pourquoi la gauche, au sens européen, a un rôle primordial à jouer. Dans l'univers actuel, un îlot socialiste et développé au sein d'un océan en butte à l'impérialisme et au sous-développement est devenu impensable. Le socialisme est voué à la solidarité. L'impérialisme n'est-il point, après tout, une branche du capitalisme ?

Nul besoin, d'ailleurs, d'être grand spécialiste pour avancer les quelques propositions capables de débloquer la situation et de constituer en ce domaine le squelette d'une politique progressiste. Enumérons brièvement les principales :

1°) La substitution de l'aide multilatérale à l'actuel système de relations bilatérales qui, sous différentes formes, perpétue la politique de clientèle et les zones d'influence. Une saine coopération ne peut être garantie que par des organismes internationaux alimentés par une contribution forfaitaire annuelle des pays riches (on a suggéré, avec réalisme, 1% de leur produit national brut).

2°) L'orientation de cette coopération dénationalisée vers des besoins prioritaires : modernisation d'une agriculture qui constitue encore l'activité principale des pays du Tiers Monde, adaptation des méthodes d'enseignement calquées jusqu'à présent sur des modèles étrangers, eux-mêmes déjà contestés.

3°) L'établissement d'une véritable échelle mobile entre les cours des matières premières et les prix industriels, l'allégement de la charge des dettes, la reconnaissance internationale de la monnaie-marchandise.

4°) L'organisation généralisée d'une action de planification démographique.

Ce sont là quelques mesures d'ordre qui apporteraient un changement considérable. Il faudrait sans doute en évoquer d'autres découlant d'une conception qui fait du terme « développement » le synonyme d'occidental, et conduit les pays du Tiers Monde à s'épuiser à réduire un écart que la rapidité de l'évolution scientifique et technique ne cesse précisément d'élargir.

Dans moins de trente ans, les 85 nations du Tiers Monde représenteront les trois-quarts de l'humanité, près de 5 milliards d'êtres voués pour la plupart, si rien n'est fait, à la famine, à la maladie et à l'ignorance. La gauche a, on le voit, de quoi s'employer.

PIERRE LIBOIS

Afrique blanche: 30 millions de sous-hommes

Sans compter l'installation de nombreux Sud-Africains dans son pays.

— en Centrafrique, au Kenya, en Ouganda, au Ghana.

— avant Houphouët-Boigny, dès 1967, le président du Malawi (ex-Nyassaland) s'était lancé dans une politique de collaboration étroite avec l'Afrique du Sud. En récompense, Prétoria lui attribuait une nouvelle capitale, un chemin de fer et... un traitement privilégié lorsqu'il est venu en visite officielle en Afrique du Sud.

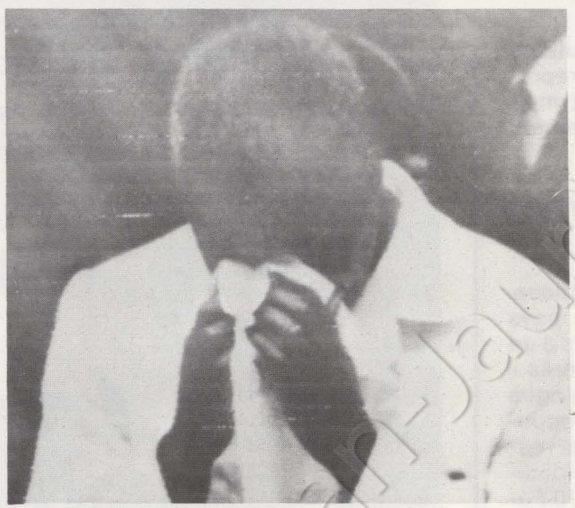
Le Premier ministre d'Afrique du Sud a encore d'autres raisons d'avoir le sourire. Il occupe toujours la Namibie (ex-Sud-Ouest africain), malgré les plaintes de l'Onu, qui n'a jamais pu faire parvenir un observateur jusqu'à Wurdhock, la capitale. Et son voisin esclavagiste, la Rhodésie, s'est, depuis sa déclaration d'indépendance, lancée dans une politique hardie de répression des Noirs.

Les armes françaises

Ian Smith, le Premier ministre de Rhodésie, déclarait, le 9 novembre dernier : « J'espère que le suffrage universel ne sera jamais introduit en Rhodésie, car ce système est dégradant : il risquerait de faire baisser le niveau de vie et d'attaquer la substance des valeurs occidentales qui prévalent dans notre pays. »

Cela a, au moins, le mérite d'être clair. Ce qui n'a pas empêché le conservateur Edward Heath de signer un accord avec Ian Smith et de donner la caution britannique à une Constitution qui prévoit que, pour être électeur, un Noir doit justifier, pendant les deux années avant son inscription, d'un revenu annuel de 600 dollars ou posséder une propriété d'une valeur de 1 100 dollars. Inutile de préciser qu'une infime minorité des quatre millions de Noirs remplit ces conditions. Et ce ne sont pas les émeutes — plus de 100 morts — lors de l'arrivée de la Commission Pearce qui vont attendrir le boucher rhodésien. Pas plus que les « bavures » avec les rebelles dans le nord du pays.

Bien protégés par la mère-patrie portugaise, le Mozambique et l'Angola résistent aux coups des combattants qui traversent une crise de désespoir. Il y a de quoi. Pour Caetano, le Premier ministre portugais, « affirmer que l'Afrique doit appartenir aux Africains relève d'un racisme occulte caché sous le couvert fragile de la démocratie ». Malgré cela, il reçoit l'appui de l'Otan pour son rôle de défenseur de l'Atlantique, des armes des pays occidentaux — de la France, bien entendu — et des investisseurs pour mettre en valeur ses provinces. C'est ainsi qu'Alsthom et Siemens construisent un barrage gigantesque à Cabow-Bassa, sur le Zambèze, qui produira 18 milliards de Kwh. Plus qu'en a besoin le Mozambique.



Kenneth Kaunda, Zambie.



Ian Smith, Rhodésie.

Un pays, pris en étau entre l'Angola, l'Afrique du Sud et le Mozambique, a peur. C'est la Zambie. Son président, Kenneth Kaunda, se sent seul. Il sait que l'objectif de ses voisins blancs est de neutraliser son pays. Courageusement, après l'accession de la Rhodésie du Nord à l'indépendance, il s'est détaché progressivement de ses contraintes économiques avec la Rhodésie du Sud. Mais son électricité vient encore en grande partie du pays de Ian Smith et son pétrole arrive du Mozambique. Il a ainsi construit une route qui relie la Zambie à Dar-es-Salam, la capitale et le débouché maritime de la Tanzanie. Et un chemin de fer entre ces deux pays est en construction.

Le verrou zambien

Mais le président Kaunda est obligé de lutter sur le plan intérieur : à cause d'un mécontentement dû à la baisse des cours du cuivre — la principale richesse du pays — et à cause de l'opposition, qui ne cache pas ses sympathies pour les voisins blancs. Déjà contraint de restreindre l'activité des combattants noirs qui avaient leurs bases en Zambie — pour mener des attaques contre la Rhodésie ou le Mozambique — ou qui passaient pour aller vers l'Angola en venant de Tanzanie, Kaunda joue une partie délicate. Si le verrou zambien sautait, l'Afrique blanche renforcerait sa domination sur toute la zone australe. Et les condamnations verbales de l'Afrique du Sud, du Portugal et de ses alliés votées à Addis-Abeba ne seraient pas de grande utilité au président zambien, aux combattants et à tous ceux qui croient à l'Afrique.

Parmi les déclarations faites à huis-clos à Addis-Abeba par les représentants des mouvements de libération africains, entendus « à titre individuel », nous retiendrons en conclusion celle d'Amilcar Cabral, leader des « rebelles » de la Guinée portugaise, reproduite en exclusivité par l'hebdomadaire « Jeune Afrique » : « Ce qu'il est intéressant de demander à présent, c'est pourquoi les pays qui se veulent, qui se proclament les champions de la liberté, de la démocratie et du progrès des peuples ne nous aident pas, nous, dans notre lutte pour la liberté, la démocratie et le progrès. Deux aspects deviendront clairs pour nous : d'abord, que la cohérence avec les principes est un mot vain et destiné à tromper les naïfs politiques. En second lieu, que, parmi ceux qui se proclament les amis de l'Afrique, il y en a qui ne le sont pas, bien au contraire... »

YANN FITT

Dialogue avec nos lecteurs

« La naissance d'un nouvel hebdomadaire socialiste, voilà qui ne peut que réjouir militants et sympathisants. Mais j'aurais aimé l'ouverture immédiate du dialogue. Je ne pense pas pour l'instant aux discussions avec les formations amies, mais, avant tout, à la possibilité qui pourrait être offerte aux socialistes eux-mêmes d'essayer de faire le point. Les grands problèmes de l'heure et les grandes options d'une gestion socialiste doivent être présentées dans vos colonnes. Quatorze ans de médiocrité, d'affairisme, d'atteinte à la démocratie, de dégradation sociale, ne croyez-vous pas que cela ébranle l'optimisme le plus solide ? » (M. Ferillot - 33 Marcheprime).

Le dialogue est déjà ouvert. « L'Unité » est le journal de tous les socialistes. Tous pourront s'y exprimer.

Inquiétudes prématurées

Nous avons publié il y a quinze jours quelques lignes d'un militant communiste, M. Paoletti, de Bagnolet, qui saluait la naissance de notre journal. Notre correspondant nous demande de préciser que sa lettre contenait également quelques questions à « l'Unité », qu'il nous rappelle dans les termes suivants :

« — légitimité des propos antisoviétiques émaillant votre premier numéro.

« — légitimité du qualificatif « expérience socialiste », appliqué à la présence de M. Brandt parmi les dirigeants de la R.f.a.

— cohérence d'un plan de nationalisations démocratiques qui, dans la France actuelle, laisserait l'essentiel de la production aux monopoles privés.

— cohérence d'un plan de relations internationales qui se baserait sur le maintien d'une force de frappe locale, ou sur l'adhésion à un bloc militaire quelconque, notamment « atlantique ».

Cela signifie-t-il que de telles questions ne peuvent être abordées en toute netteté et dès aujourd'hui dans un journal qui se réclame de l'union de la gauche, ne fût-ce que pour faire savoir que l'on peut, comme moi, s'inquiéter de vos choix et de vos attitudes sur de tels problèmes ? »

Que notre correspondant se rassure, tous ces problèmes seront abordés dans notre journal. Mais comment peut-il s'inquiéter de nos choix alors qu'ils ne sont pas encore exprimés ?

Pour et contre Wilson

L'article de Harold Wilson que nous avons publié dans notre troisième numéro a suscité des réactions diverses. En voici deux des plus caractéristiques :

« J'étais sur le point de vous demander s'il ne serait pas possible d'ouvrir les colonnes de « l'Unité » à M. Harold Wilson. Je vois avec une grande joie que c'est chose faite. Car le socialisme c'est beau, mais la prise de pouvoir révèle ses servitudes et ses limitations. Le grand handicap, en ce moment, c'est qu'on n'arrive pas à synchroniser l'action des socialistes au pouvoir. Longtemps, j'en suis persuadée, Wilson a attendu un Mitterrand et il n'a jamais eu qu'un de Gaulle. » (Mme Dillemann, 63-Issoire).

« Je voudrais vous dire que l'article écrit par Harold Wilson ne me semble pas refléter la pensée de notre Parti face au problème irlandais. Il est évident que le Parti travailliste, qui a déjà été au pouvoir en Grande-Bretagne et qui se dit socialiste, n'a jamais appliqué une politique authentiquement socialiste et n'a jamais condamné d'une façon formelle le capitalisme en Angleterre. J'ai donc des doutes très sérieux sur la volonté socialiste du Parti travailliste. » (M. Christian Laurent - Paris XIXe).

Où était Barbie ?

« Un bravo pour l'ensemble du journal — contenu, ton, présentation, et... couleur bleue — ne dispense pas d'une critique sur le détail, surtout lorsqu'il s'agit d'une inexactitude.

Dans le numéro 4 figure une photo de Klaus Altmann, avec la légende suivante : « Klaus Altmann-Barbie à La Paz ».

Or, cette photo n'a pas été prise à La Paz. Il s'agit de la Plaza San-Martin de Lima (capitale du Pérou). J'y étais l'été dernier.

Cela ne devrait pas empêcher la section d'entreprise de l'Enset-Cachan de vendre, comme chaque semaine, une quinzaine d'« Unité »... » (Laurent Issenhuth - Cachan).

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement
au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Ma part de vérité

Un moine solitaire

19 février

Je reçois de mon ami Charles S. une coupure du « New York Herald Tribune » en date du 16 février. J'apprends ainsi qu'à Scotland Yard, le fameux siège de la police londonienne, de nombreuses personnes, inquiètes du phénomène, ont signalé, pendant la dernière grève des mineurs, la présence dans le ciel nocturne d'objets « étranges et brillants ». Un porte-parole officiel a dû rassurer la population. « N'appelez plus, a-t-il dit, ce sont les étoiles. »

Précisément, je participe cet après-midi et demain à la Rencontre « Socialisme, science et technique » organisée par le Parti socialiste. On y entend Laborit, Fourastié, Edgar Morin, Bauer, Piganiol, Pontillon, Baboulène, Saint-Marc, Roqueplo, Laploix, le Dr Robin, le Pr Baillet, Lhermitte, Le Floch, Bauchet, parmi d'autres. Tandis qu'ils discutent (le débat est serré, passionnant), la nouvelle du « Herald Tribune » me trotte dans la tête. Je m'interroge, sans conclure. Pour découvrir que le ciel est rempli d'étoiles, suffit-il donc d'éteindre les lumières de la ville ?

21 février

Je n'ajouterai rien ici à l'analyse politique qu'on trouve un peu partout sur « la rencontre du siècle » entre Nixon et Mao, sinon pour répéter que notre génération, avec son goût pour l'emphase historique, aura vécu beaucoup de « rencontres du siècle » en moins de vingt-cinq ans. Que celle-ci soit d'importance, j'en conviens, si j'hésite à l'interpréter.

S'agit-il d'un mouvement tactique, manière pour la Chine d'échapper à son isolement face à la Russie, qu'elle redoute, et, pour les Etats-Unis, de montrer à Brejnev que l'équilibre mondial n'est pas suspendu au fil du téléphone rouge ? Ou de l'après-Yalta, qu'annonçait déjà le retour sur la scène de l'Allemagne et du Japon ? Ou d'une bonne affaire pour deux bons commerçants ? Ou du sentiment partagé des devoirs qui incombent aux maîtres de la terre ? Ces explications s'entrecroisent et se complètent. Il en est d'autres, que j'ignore.

Les Américains, je le crains, n'ont pas fini de payer la faute majeure commise en 1946, lors de la médiation manquée du général Marshall en Chine. Il est vrai qu'à la même époque, Staline faisait la même erreur. « A notre avis, le soulèvement de la Chine n'a pas d'avenir et un accommodement avec Chang Kaï-chek doit être recherché », avait-il câblé à Mao. Logique, il avait cessé d'appuyer la lutte armée des communistes de Yenan contre les nationalistes de Chun King.

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Je suis allé en Chine en janvier 1961. J'y suis resté un mois environ. J'y ai parcouru l'itinéraire classique, de Shenyan à Canton, que les autorités chinoises réservent à leurs invités. Je crois avoir été le premier Français (il est possible que Joliot-Curie m'ait précédé) à franchir le seuil de Mao, dans la campagne de Hang-Chow. A l'hôtel de Pékin, une cérémonieuse délégation (rien de plus impérieux que l'extrême politesse) m'avait réveillé à cinq heures du matin pour m'informer en grand mystère que le président Mao (ai-je assez entendu ces cinq syllabes métalliques !) m'attendait.

Au petit jour, un avion chargé de colis m'avait emporté avec mes inséparables compagnons, l'interprète et le secrétaire du Parti, et j'avais survolé toute la matinée un pan de la Chine profonde, repliée sur elle-même, terre de pleine terre, monde épais coupé d'immenses échancrures par où passent les fleuves, ces charrois de limon. Quelques kilomètres séparent Hang-Chow de la maison de Mao Tsé-toung. Un lac, une route secondaire, deux pilastres de pierre, une allée bordée d'arbres, on est arrivé.

Notre Cadillac (prise de guerre sur Chang, douze ans plus tôt) s'arrêta. Je butai sur mon hôte qui, debout devant sa porte, me tendait la main. En vérité, le « président Mao », je l'avais rencontré partout depuis bientôt trois semaines. En marbre, en bois, en bronze, en cuivre, en ivoire, en soie, en coton, en papier, statue, photo, affiche, timbre-poste, manche de parapluie, cendrier, mineur, mécanicien, horticulteur, tourneur, penseur, nageur. Moins physionomiste cependant que Bernadette Soubirous, je ne le reconnus pas tout de suite. De taille moyenne, costume gris coupe Sun yat sen, une épaule basse, le pas lent, un rond visage tranquille, le souffle court et la voix douce, il avait soixante-sept ans.

J'ai raconté ailleurs notre entretien, le décor, les rites, le tabac blond, les petites mains soignées, le rire et la sérénité. Des marionnettes, par comparaison, ces dictateurs d'Occident, avec leurs uniformes clinquants, leurs éclats de voix, leur théâtre ! Mao vivait les deux tiers de l'année loin de la capitale, de l'armée, du Parti, de l'administration. Il cultivait les chrysanthèmes, qui ont 250 variétés, et parfois les inaugurait. Il écrivait, je veux dire par là qu'il traçait des lettres et des signes sur des rouleaux de belle matière, avec le soin jaloux des artistes de son pays (j'ai, dans mon bureau, celui qu'il m'a donné).

Il écrivait aussi autre chose, cela s'est su.

Qu'en est-il aujourd'hui ? J'ai pour référence l'article d'Edgar Snow que publie « Le Nouvel Observateur » de cette semaine. Il semble que Mao, tout en surveillant davantage Pékin, continue d'étudier la pousse de ses légumes, qu'il persévère dans ses expériences agricoles sur son « lopin » de terre. Il s'inquiète aussi du culte de la personnalité. Parmi tant de titres au superlatif qui lui furent décernés, il ne veut conserver que celui d'enseignant, « parce qu'avant même d'être communiste, il était instituteur primaire à Changsha ». Réalisme de l'intransigeance. Naguère, il promettait à son peuple de chasser les Américains du continent asiatique « la queue entre les jambes ». Maintenant, il accueille Nixon, incarnation du capitalisme monopoliste.

A onze ans de distance, je me représente ce vieil homme dans son jardin. Un mot récent de lui m'émeut et me prête à rêver : « Il me dit, rapporte Snow, qu'il n'était pas quelqu'un de très compliqué, mais au contraire de réellement très simple, qu'il n'était qu'un moine solitaire parcourant le monde sous un parapluie percé . »

Imprimerie « d'Hebdo-T.C. » — 76-YVETOT